

RAPPORT INTERIMAIRE D'EXECUTION DE
LA SURVEILLANCE MULTILATERALE
POUR L'ANNEE 2004 ET PERSPECTIVES POUR 2005

TABLE DES MATIERES

RESUME	3
Introduction	5
1. Environnement économique international	6
1.1 Croissance économique	7
1.2 Evolution des prix à la consommation	8
1.3 Conditions monétaires et financières	9
1.4 Evolution des prix des matières premières	9
2. Evolution économique, financière et sociale de la CEMAC	10
2.1 Production.....	11
2.2 Prix.....	15
2.3 Finances publiques	15
2.4 Balance des paiements.....	18
2.5 Monnaie	19
2.6 Situation sociale	20
2.7 Perspectives économiques et monétaires de la communauté en 2005	20
3. Etat de la convergence dans la Communauté	21
3.1 Critères de convergence	22
3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale	23
4. Etat des relations de la CEMAC et des Etats membres avec la communauté financière internationale	27
5. Conclusion et recommandations de politique économique	31
Annexe 1 Situation économique, financière et sociale des pays membres	34
1. Cameroun	35
2. Centrafrique	37
3. Congo	40
4. Gabon	42
5. Guinée Equatoriale	44
6. Tchad.....	46
Annexe 2 : Statistiques économiques	49

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation	8
Tableau 2: Evolution des prix des matières premières	9
Tableau 3: CEMAC : Croissance du Produit Intérieur Brut réel, 2001-2004.....	12
Tableau 4: CEMAC : Ressources et emplois, 2001-2004.....	14
Tableau 5: CEMAC : Inflation, 2001-2004	15
Tableau 6: CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.	17
Tableau 7: CEMAC: Balance des paiements.....	19
Tableau 8 : CEMAC : Situation monétaire.....	20
Tableau 9. Evolution des critères de convergence 2001-2004.....	24
Tableau 10 Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2000-2003.....	25
Tableau 11: Vue synoptique des résultats prévisionnels de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2004.....	26
Tableau 12: CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques.....	50
Tableau 13 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	51
Tableau 14 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	52
Tableau 15 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	53
Tableau 16 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	54
Tableau 17 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques	55
Tableau 18 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques.....	56
Tableau 19 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur.....	57
Tableau 20 : CEMAC : Ressources et Emplois.....	58

RESUME

En 2004, l'activité économique mondiale se caractériserait par une croissance soutenue de 5,0 %, en relation avec le dynamisme de la consommation privée et des investissements aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays émergents d'Asie, en particulier en Chine. L'inflation serait en hausse dans les économies avancées (hormis au Japon), alors que dans les pays émergents et en développement, elle serait en baisse. Les prévisions pour l'année 2005 tablent sur un ralentissement de la croissance mondiale, qui reviendrait à 4,3 %, accompagnée d'une stabilité des prix, notamment dans les pays industrialisés.

C'est dans cet environnement international relativement favorable que s'inscrivent les activités économiques et financières de la Communauté pour l'année 2004. Au vu des résultats enregistrés au premier semestre, celles-ci connaîtraient une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie, un allègement des tensions inflationnistes et un solde du compte courant extérieur excédentaire. Toutefois, ces résultats favorables n'auraient pas encore un impact significatif sur les indicateurs sociaux.

En effet, la croissance économique des Etats membres de la CEMAC en 2004 s'établirait à 7,7 % contre 4,1 % un an auparavant, tirée notamment par les exportations de pétrole, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 5,2 %. Le taux d'inflation resterait stable autour de 1,2 % en moyenne annuelle. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, s'inscrirait en hausse à 5,5 % du PIB en 2004 contre 3,4 % une année plus tôt.

S'agissant des échanges extérieurs, le solde du compte courant de la balance des paiements, dons officiels inclus, déficitaire de 7,2 % du PIB en 2003, deviendrait excédentaire en 2004, atteignant ainsi 1,0 % du PIB, en liaison notamment avec la progression des ventes de pétrole (Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad) et la réduction du déficit de la balance des services.

Quant à la situation monétaire, elle se consoliderait, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 73,9 % en décembre 2004 contre 64,9 % un an plus tôt.

La situation socio-politique de la communauté continuerait de se consolider en 2004, avec le retour progressif de la paix et l'instauration d'un dialogue régulier avec la société civile dans la plupart des pays. Par ailleurs, dans le domaine social, d'importants efforts sont déployés en vue d'élaborer ou de mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. D'importants efforts sont également consentis dans la lutte contre le SIDA dans la plupart des Etats membres, notamment au Cameroun où le taux de prévalence aurait significativement reculé.

Pour 2005, les performances économiques Communautaires resteraient soutenues, avec un taux de croissance réelle de l'ordre de 5,0 %, conduisant à une augmentation du revenu réel par habitant de 2,5 % pour un taux de croissance de la population de 2,5 % ; le taux d'inflation serait de 2,2 %.

En vue de l'appui des Etats à l'élaboration de leur programme triennal de convergence pour la période 2005-2007 et en complément de l'atelier organisé précédemment à cet effet, une mission conjointe Secrétariat Exécutif/BEAC s'est rendue en novembre/décembre dans les Etats et a fait le point sur l'état d'avancement des travaux d'élaboration de ces programmes.

En attendant d'obtenir les premiers programmes pluriannuels pour la fin de l'année et en ayant à l'esprit l'absence des données sur la dette intérieure qui ne sont toujours pas communiquées par les Etats, les résultats prévisionnels de l'état de convergence dans la

Communauté¹ en 2004 font ressortir que trois pays, le Cameroun, le Gabon et le Tchad, respecteraient trois critères sur quatre, alors que le Congo et la Guinée Equatoriale en observeraient deux, et la Centrafrique un seul. Les données agrégées pour la Communauté font apparaître que les critères du solde budgétaire de base, du taux d'inflation et du taux d'endettement public seraient observés.

Les relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale demeurent globalement satisfaisantes. La 5^{ème} revue du programme économique et financier du Cameroun n'a pas été concluante. Le programme économique intérimaire du 2^{ème} semestre 2004 de la Centrafrique bénéficie du soutien du Fonds et de la Banque. Au Gabon, l'accord de confirmation conclu en mai 2004 avec le FMI a fait l'objet d'une 1^{ère} revue en septembre jugée satisfaisante. Au Tchad, des négociations sont en cours pour un nouveau programme. Pour le Congo, des négociations sont également en cours pour un programme triennal. Quant à la Guinée Equatoriale, elle n'a pas de programme en vue avec les institutions de Bretton Woods. Par ailleurs, la Banque Mondiale dispose d'un programme de prêts actifs avec la plupart des pays membres, et la Commission Européenne a procédé en 2004 à la revue à mi-parcours des programmes indicatifs nationaux signés avec les Etats. Les efforts ainsi engagés par les pays pour normaliser et renforcer leurs relations tant sur le plan multilatéral que bilatéral doivent être poursuivis.

En définitive, les Etats sont invités dans le cadre de leurs programmes économiques respectifs à poursuivre la transparence dans la gestion de l'économie ainsi que l'assainissement des finances publiques, et à mettre en œuvre une stratégie de diversification afin de réduire la pauvreté et de s'acheminer vers la réalisation des Objectifs de développement du millénaire.

¹ En l'absence d'informations sur la situation des arriérés (intérieurs principalement), l'hypothèse retenue est celle du non respect du critère relatif à la non accumulation d'arriérés sur la gestion de la période courante.

Introduction

Le présent texte constitue le huitième rapport d'exécution de la surveillance multilatérale dans la Communauté. Il s'articule autour de l'analyse de la situation économique, financière et sociale de la Communauté et de celle des Etats membres au premier semestre 2004 et, sur cette base, fournit des indications prévisionnelles pour l'année 2004.

Cette analyse débouche sur l'appréciation de la convergence, de la conformité aux grandes orientations de politique économique et à la discipline communautaire.

S'agissant de l'état de la convergence, le rapport s'appuie sur les critères et indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale. Toutefois, les difficultés d'ordre organisationnel et opérationnel qui persistent au niveau des Etats retardent encore la production des programmes triennaux de convergence.

Comme par le passé, la première partie de ce rapport, en se basant sur les faits et événements survenus au niveau de l'environnement international au cours du premier semestre, esquisse les tendances pour toute l'année 2004. La deuxième partie présente la situation économique et financière de la Communauté. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la communauté et la position de chaque Etat au regard des critères de convergence. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale. Enfin, la dernière partie du rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques. L'annexe 1 présente la situation économique et financière de chaque Etat membre et l'annexe 2 fournit des statistiques économiques sur la Communauté et chacun des Etats membres.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

En 2004, l'activité économique mondiale se caractériserait par une croissance soutenue de 5,0 %, en relation avec le dynamisme de la consommation privée et des investissements aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays émergents d'Asie, en particulier en Chine. L'inflation serait en hausse dans les économies avancées (en dehors du Japon), alors que dans les pays émergents et en développement, elle serait en baisse.

Selon les prévisions, l'année 2005 enregistrerait un ralentissement de la croissance mondiale qui reviendrait à 4,3 %, accompagnée d'une stabilité des prix, notamment dans les pays industrialisés.

1.1 Croissance économique

Pour l'année 2004, les performances économiques seraient fortes dans la plupart des pays et régions par rapport à celles de 2003 et se présenteraient comme suit.

Aux **Etats-Unis**, le taux de croissance économique s'établirait à 4,3 % en 2004, au-dessus de son niveau de 2003 (3,0 %), sous l'effet d'une hausse de la consommation des ménages favorisée par l'amélioration des conditions du marché du travail, et du renforcement des investissements des entreprises. L'économie américaine connaîtrait un léger repli en 2005 avec un taux de croissance prévisionnel de 3,5 %.

Au Japon, l'activité économique continuerait d'être soutenue par la consommation privée et les investissements impactés par la demande étrangère notamment en provenance d'Asie, avec une croissance de 4,3 % contre 2,5 % en 2003. Les prévisions pour 2005 indiquent une croissance de 2,3 %.

Dans la **zone Euro**, la croissance économique reprendrait mais resterait peu robuste et dépendante de la demande extérieure. Elle s'établirait à 2,2 % en 2004 contre 0,5% en 2003. Cette tendance se maintiendrait en 2005 avec le même taux de croissance (2,2 %).

Dans les **pays émergents d'Europe**, l'environnement économique serait propice à la croissance qui atteindrait 5,5 %, en raison de la forte expansion des exportations et de la demande intérieure, notamment en Pologne et en Turquie. Cette région reste cependant très vulnérable à l'augmentation des cours du pétrole. La croissance pour 2005 est projetée à 4,8 %.

L'Asie en développement connaîtrait une croissance substantielle de 7,6 % en 2004, en raison du développement de l'activité économique en Inde et particulièrement en Chine, soutenue par la croissance rapide des investissements et du crédit. Pour l'ensemble de la région, la demande intérieure demeure forte et les conditions monétaires sont favorables. Un léger repli devrait néanmoins être observé en 2005 (6,9 %).

En **Amérique Latine**, la reprise apparaît soutenue avec un taux de croissance projeté à 4,6 % contre 1,8 % en 2003, en raison principalement de la hausse des prix des matières premières et de l'augmentation de la demande intérieure. Cette dernière profiterait de la détente dans les conditions monétaires dans la plupart des pays et de la robustesse de la reprise globale. Le Brésil et le Mexique réaliseraient un bon substantiel, passant respectivement de -0,2 % et 1,3 % en 2003 à 4,0 % en 2004. Les projections pour 2005 indiquent un fléchissement de la croissance.

L'Afrique réaliserait de bonnes performances économiques pendant que certains pays continuent de faire face à d'énormes difficultés avec notamment la situation humanitaire au Soudan. Ainsi, la croissance économique s'établirait à 4,5 % en 2004 contre 4,3 % en 2003,

en liaison avec la forte demande des matières premières à des meilleurs cours, l'amélioration de la stabilité macroéconomique, ainsi que les remises de dette sous l'initiative PPTE. Les projections pour 2005 tablent sur une amélioration de la croissance avec un taux de 5,4 %.

En **Afrique sub-saharienne**, la situation économique serait meilleure avec un taux de croissance de 4,6 % en 2004 contre 3,7 % en 2003. Les sources de croissance et les performances varient selon les pays. Ainsi, une forte augmentation de la production du pétrole est attendue en Angola, au Tchad et en Guinée Equatoriale, de bonnes campagnes agricoles en Ethiopie, au Malawi et au Rwanda. Toutefois, une baisse des cours du cacao en Côte d'Ivoire et des pertes importantes pour les pays importateurs de pétrole seraient enregistrées. L'**Afrique du Sud** connaîtrait une croissance soutenue qui s'établirait à 2,6 % en 2004 contre 1,9 % une année plus tôt.

Au **Maghreb**, la croissance resterait forte mais en retrait par rapport à celle de 2003. Elle reviendrait à 4,2 % en 2004 contre 6,2 % en 2003, et serait soutenue par le développement de l'activité en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Ces derniers pays connaîtraient néanmoins un taux de chômage élevé et des problèmes d'endettement nécessitant la mise en œuvre de réformes structurelles. Pour 2005, les performances resteraient dans la tendance de 2004 avec un taux de croissance de 4,4 %.

Tableau 1 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation

(en variation annuelle)

	PIB			PRIX		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005
			Prév.			Prév.
Monde	3,9	5,0	4,3	-	-	-
Pays avancés	2,1	3,6	2,9	1,8	2,1	2,1
Etats-Unis	3,0	4,3	3,5	2,3	3,0	3,0
Japon	2,5	4,4	2,3	-0,2	-0,2	-0,1
Zone Euro	0,5	2,2	2,2	2,1	2,1	1,5
Autres pays émergents et en développement	6,1	6,6	5,9	6,1	6,0	5,5
Afrique	4,3	4,5	5,4	10,3	8,4	8,1
Afr. Sub-saharienne	3,7	4,6	5,8	12,9	9,9	9,6
Afrique du Sud	1,9	2,6	3,3	5,8	2,6	5,7
Maghreb	6,2	4,2	4,4	2,2	4,0	3,4
Asie en développement	7,7	7,6	6,9	2,6	4,5	4,1
ASEAN-4*	5,1	5,5	5,4	4,0	4,7	4,8
Asie du Sud	6,9	6,2	6,5	3,9	4,9	5,1
Amérique Latine	1,8	4,6	3,6	10,6	6,5	6,1
Argentine	8,8	7,0	4,0	13,4	4,8	7,1
Brésil	-0,2	4,0	3,5	14,8	6,6	5,9
Chili	3,3	4,9	4,7	2,8	1,1	2,9
Mexique	1,3	4,0	3,2	4,5	4,4	4,0
Pays émergents d'Europe	4,5	5,5	4,8	9,5	7,1	5,9
Russie	7,3	7,3	6,6	13,7	10,3	8,9

Source : FMI (Perspectives de l'Economie Mondiale, septembre 2004)

* Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande

1.2 Evolution des prix à la consommation

En 2004, l'évolution des prix à la consommation dans les différents blocs de pays indiquerait une tendance à la reprise dans les pays avancés et des évolutions contrastées dans les pays émergents et en développement par rapport à 2003.

Dans les **économies avancées**, l'inflation atteindrait 2,1 % contre 1,8 % en 2003, le Japon se distinguant toujours des autres pays du groupe par un taux d'inflation négatif (-0,2 %), alors qu'aux Etats-Unis et en Europe, il serait respectivement de 3,0 % et 2,1 %.

Dans les **économies de l'Asie en développement**, le taux d'inflation s'établirait à 4,5 % en 2004, en nette augmentation par rapport à son niveau de 2003 (2,6 %), en relation avec le dynamisme de l'activité économique.

Pour les **pays émergents d'Europe**, la décélération des prix se poursuivrait en 2004, avec un taux d'inflation de 7,1 % contre 9,5 % en 2003. Il en est de même pour ceux **d'Amérique Latine** où le taux d'inflation tomberait à 6,5 % en 2004 contre 10,6 % une année auparavant.

L'**Afrique** connaîtrait également un ralentissement, le taux d'inflation revenant à 8,4 % en 2004, contre 10,3 % en 2003. Cette évolution s'observerait dans la plupart des sous-régions, sauf au Maghreb où l'inflation passerait de 2,2 % en 2003 à 4,0 % en 2004.

1.3 Conditions monétaires et financières

Les marchés monétaires et financiers continueraient d'être influencés par la situation aux Etats-Unis, marquée notamment par une politique monétaire restrictive, la dépréciation continue du dollar et le raffermissement des cours du pétrole.

Néanmoins, le marché s'ajusterait à ces développements sans trop de difficultés pour la stabilité financière. Les taux d'intérêt de long terme, après avoir significativement augmenté en mi-juin, retomberaient. Sur le marché des changes, les prévisions tablent sur des taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et une dépréciation accentuée du dollar, alors qu'en Asie et en Amérique Latine, la plupart des monnaies connaîtraient une dépréciation en raison de la détérioration des conditions extérieures de financement.

1.4 Evolution des prix des matières premières

En 2004, la hausse la plus significative des prix des matières premières concernerait le pétrole (+27 %), en raison de la forte baisse des stocks de pétrole américain, de la vigueur des activités en Chine et en Inde et des tensions dans les pays exportateurs de ce produit, plus particulièrement en Irak, au Nigeria et en Russie. Le café robusta, le coton et les bois tropicaux connaîtraient des hausses modérées de 5 à 7 %. Quant aux baisses de cours, elles concerneraient le cacao (-3 %), l'huile de palme (-1 %) et le caoutchouc (-1 %).

Les prévisions pour 2005 indiquent une nette décélération ou une baisse des prix des matières premières selon les cas.

Tableau 2: Evolution des prix des matières premières

Produits	Variations annuelles (en %)			Prix en dollars ou en cents		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Café Robusta (c/lb)	27	7	2	39	42	43
Cacao (\$/tonne)	0	-3	-3	1770	1720	1670
Coton (c/lb)	32	5	2	61	64	65
Huile d'arachide (\$/t)	29	3	0	970	1000	1000
Huile de palme (\$/t)	9	-1	-1	425	420	415
Bois en grumes (\$/m3)	15	5	5	186	195	205
Caoutchouc (\$/t)	31	-1	-2	46	45	44
Pétrole (\$/baril)	16	27	0	29	37	37

Source : FMI (World Economic Outlook, September 2004)

2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DE LA CEMAC

Sur la base des tendances observées au cours du premier semestre 2004, la situation macroéconomique de la Communauté pour l'année 2004 se caractériserait par une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et un solde du compte courant extérieur excédentaire.

En effet, la croissance économique des Etats membres de la CEMAC en 2004 s'établirait à 7,7 % contre 4,1 % un an auparavant, tirée notamment par les exportations de pétrole, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 5,2 %. Le taux d'inflation resterait stable autour de 1,2 % en moyenne annuelle en 2004. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, s'inscrirait en hausse à 5,5 % du PIB en 2004 contre 3,4 % une année plus tôt.

S'agissant des échanges extérieurs, le solde du compte courant de la balance des paiements, dons officiels inclus, déficitaire de 7,2 % du PIB en 2003 deviendrait excédentaire en 2004, atteignant ainsi 1,0 % du PIB, en liaison notamment avec la progression des ventes de pétrole (Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad) et la réduction du déficit de la balance des services.

De son côté, la situation monétaire se consoliderait, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 73,9 % en décembre 2004 contre 64,9 % un an plus tôt.

2.1 Production

En 2004, les performances macroéconomiques de la Communauté seraient tirées par la production et les exportations du pétrole, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, et par le niveau élevé de la consommation privée conjuguée avec le dynamisme des investissements productifs. Elles bénéficieraient également des cours de la plupart des produits d'exportation. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) en francs courants atteindrait 20 685,0 milliards et les taux de croissance en termes réels s'établiraient à 28,8 % pour le secteur pétrolier et 4,3 % pour le secteur non pétrolier. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier serait de 4,0 % alors que celui du secteur non pétrolier à 3,7 % en 2004. Compte tenu d'un taux de croissance démographique de 2,5 %, le revenu réel par habitant s'accroîtrait de 5,2 %. Le taux d'inflation, mesuré par la progression des indices nationaux des prix à la consommation finale des ménages, reculerait à 1,2 %.

Ce résultat proviendrait de l'évolution de l'activité économique attendue dans les Etats de la CEMAC : Cameroun (4,6 % contre 4,5 % en 2003), Gabon (1,4 % contre 1,9 % en 2003), Congo (4,1 % contre 0,9 % en 2003), Tchad (38,7 % contre 11,9 % en 2003), Guinée Equatoriale (25,0 % contre 13,6 % en 2003) et Centrafrique (2,0 % contre - 4,5 % en 2003).

Du côté de l'offre, la croissance serait soutenue par une contribution aussi bien du secteur pétrolier (4,0 %) que du secteur non pétrolier (3,7 %).

Au niveau du secteur primaire, la branche « agriculture, élevage, chasse et pêche » contribuerait à la croissance à hauteur de 0,6 point, sous l'effet notamment du redressement des cultures vivrières et maraîchères, grâce au retour à de bonnes conditions climatiques et des prix rémunérateurs. Cependant, la contribution des activités sylvoles serait marginale.

Dans le secteur secondaire, le secteur pétrolier fournirait 4,0 points à la croissance, profitant de l'accroissement de la production et de l'amélioration des cours mondiaux du pétrole brut. Cette évolution résulterait d'une part, de l'extension des capacités d'extraction de certains gisements en Guinée Equatoriale (Zaffiro, Jade et Alba) et de la mise en production des nouveaux puits en Guinée Equatoriale et au Tchad et, d'autre part, de l'amélioration de la productivité des vieux champs au Gabon. Parallèlement, la production de méthanol augmenterait en 2004.

La croissance profiterait également du développement des industries manufacturières avec 0,6 point de contribution, grâce à l'extension des capacités de production des unités industrielles. De plus, elle bénéficierait de la normalisation progressive de l'approvisionnement d'électricité dans la plupart des Etats, de l'implantation de nouvelles unités de transformation du bois et du dynamisme des activités agroalimentaires.

Dans le secteur tertiaire, les services marchands soutiendraient la croissance à hauteur de 1,2 point en 2004. Cette tendance s'expliquerait essentiellement par l'expansion continue de la téléphonie mobile et la densification du trafic routier inter-pays en relation avec le développement du commerce et l'accroissement démographique. Ce secteur profiterait également de l'apport des branches du commerce, des hôtels et des restaurants, en liaison avec le développement du tourisme et l'organisation de nombreux séminaires et colloques internationaux dans la zone CEMAC. Enfin, le secteur tertiaire bénéficierait de l'apport croissant des services d'assurance dans les Etats membres. Les services non marchands, quant à eux, contribueraient pour 0,6 point avec l'augmentation de la masse salariale dans la fonction publique, liée aux recrutements intervenus en particulier dans les secteurs prioritaires de la santé et de l'éducation dans la plupart des Etats membres.

Tableau 3: CEMAC : Croissance du Produit Intérieur Brut réel, 2001-2004

(en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
Secteur primaire	2,8	0,5	3,6	3,4
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	3,9	1,7	4,7	3,4
Sylviculture	-2,8	-5,7	-2,3	3,6
Secteur secondaire	12,9	6,0	5,1	15,0
Pétrole	10,2	4,8	9,4	28,8
Industries manufacturières	10,7	5,9	3,1	5,1
Bâtiments et Travaux Publics	24,3	10,1	-0,8	3,1
Autres	15,6	3,5	6,1	9,0
Secteur tertiaire	6,8	5,2	3,8	4,0
Services marchands	6,5	6,5	4,0	3,8
Services non marchands	7,4	2,3	3,2	4,4
PIB au coût des facteurs	7,8	4,5	4,2	7,6
Droits et Taxes à l'importation	-12,7	-10,5	1,0	14,5
PIB aux prix constants du marché de 1992	7,4	4,2	4,1	7,7
PIB du secteur pétrolier	10,2	4,8	9,4	28,8
PIB du secteur non pétrolier	7,0	4,1	3,3	4,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 3 bis : CEMAC : Produit Intérieur Brut, 2001-2004
(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
Secteur primaire	0,6	0,1	0,7	0,7
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,7	0,3	0,8	0,6
Sylviculture	-0,1	-0,2	-0,1	0,1
Secteur secondaire	4,0	1,9	1,7	5,0
Pétrole	1,3	0,6	1,2	4,0
Industries manufacturières	1,2	0,7	0,3	0,6
Bâtiments et Travaux Publics	1,2	0,6	0,0	0,2
Autres	0,4	0,1	0,1	0,2
Secteur tertiaire	3,1	2,3	1,7	1,8
Services marchands	2,0	2,0	1,3	1,2
Services non marchands	1,0	0,3	0,4	0,6
PIB au coût des facteurs	7,7	4,4	4,1	7,5
Droits et Taxes à l'importation	-0,3	-0,2	0,0	0,2
PIB aux prix constants du marché de 1992	7,4	4,2	4,1	7,7
PIB du secteur pétrolier	1,3	0,6	1,2	4,0
PIB du secteur non pétrolier	6,1	3,6	2,9	3,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 3 ter : CEMAC : Produit Intérieur Brut, 2001-2004
(Structure, en pourcentage du PIB)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
Secteur primaire	20,5	20,3	20,0	17,4
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	16,4	16,4	16,3	14,2
Sylviculture	4,1	3,9	3,7	3,2
Secteur secondaire	41,9	41,7	42,2	48,5
Pétrole	26,6	25,7	26,2	34,0
Industries manufacturières	8,4	8,7	8,9	7,9
Bâtiments et Travaux Publics	4,3	4,6	4,5	4,0
Autres	2,5	2,8	2,6	2,6
Secteur tertiaire	33,5	34,1	33,9	30,4
Services marchands	23,9	24,6	24,5	21,9
Services non marchands	9,6	9,4	9,4	8,4
PIB au coût des facteurs	95,9	96,1	96,1	96,3
Droits et Taxes à l'importation	4,1	3,9	3,9	3,7
PIB aux prix constants du marché de 1992	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	26,6	25,7	26,2	34,0
PIB du secteur non pétrolier	73,4	74,3	73,8	66,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

S'agissant de la demande, la croissance économique serait alimentée par la demande intérieure brute, qui contribuerait à hauteur de 4,7 points, en rapport avec la vigueur de la

consommation privée. La demande extérieure nette soutiendrait également la croissance de l'ordre 3,0 points en liaison avec la hausse sensible des exportations pétrolières.

Tableau 4: CEMAC : Ressources et emplois, 2001-2004

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
PRODUIT INTERIEUR BRUT	7,4	4,2	4,1	7,7
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	15,6	-1,1	8,7	4,0
Consommation	9,8	3,7	7,6	3,8
Publique (Etat)	8,8	6,4	-6,0	10,9
Privé	10,0	3,2	9,9	2,7
Investissements bruts	31,7	-12,3	11,9	4,5
Formation brute de capital fixe	32,8	-12,0	12,0	4,0
Publique (Etat et Ad.publiques)	22,2	-2,5	-12,7	35,3
Privé (Entreprises et menages)	34,9	-13,7	17,0	-0,7
Secteur pétrolier	40,7	-42,4	57,4	-0,8
Secteur non pétrolier	29,8	14,0	-2,6	-0,7
Variations des stocks	-67,0	-137,2	108,7	-256,8
EXPORTATIONS NETTES	99,0	-30,2	46,2	-17,6
Exportations de biens et services non facteurs	2,0	3,3	6,7	21,7
Importations de biens et services non facteurs	29,0	-11,1	20,0	5,5

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 4 bis : CEMAC : Ressources et emplois, 2001-2004

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
PRODUIT INTERIEUR BRUT	7,4	4,2	4,1	7,7
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	17,2	-1,3	9,8	4,7
Consommation	8,0	3,0	6,2	3,2
Publique (Etat)	1,0	0,8	-0,7	1,2
Privé	6,9	2,3	7,0	2,0
Investissements bruts	9,2	-4,4	3,6	1,5
Formation brute de capital fixe	9,4	-4,2	3,6	1,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	1,0	-0,1	-0,6	1,5
Privé (Entreprises et menages)	8,3	-4,1	4,2	-0,2
Secteur pétrolier	4,6	-6,2	4,7	-0,1
Secteur non pétrolier	3,8	2,1	-0,4	-0,1
Variations des stocks	-0,2	-0,1	0,0	0,2
EXPORTATIONS NETTES	-9,8	5,5	-5,7	3,0
Exportations de biens et services non facteurs	0,5	0,8	1,6	5,4
Importations de biens et services non facteurs	-10,3	4,7	-7,3	-2,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 4 ter : CEMAC: Ressources et emplois, 2001-2004
(Structure du PIB, en pourcentage du PIB)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	94,9	95,4	94,3	81,2
Consommation	61,4	63,4	62,4	56,0
Publique (Etat)	8,7	9,1	8,4	7,7
Privé	52,7	54,3	54,0	48,3
Investissements bruts	33,5	32,1	31,9	25,1
Formation brute de capital fixe	32,9	32,1	31,5	25,0
Publique (Etat et Ad.publiques)	5,3	5,1	4,2	4,6
Privé (Entreprises et menages)	27,6	27,1	27,2	20,5
Secteur pétrolier	12,6	10,4	11,5	7,8
Secteur non pétrolier	15,0	16,7	15,7	12,7
Variations des stocks	0,6	-0,1	0,4	0,1
EXPORTATIONS NETTES	5,1	4,6	5,7	18,8
Exportations de biens et services non facteurs	44,1	42,0	42,9	49,2
Importations de biens et services non facteurs	-39,0	-37,5	-37,2	-30,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

2.2 Prix

La décélération des prix enregistrées à fin décembre 2003 se poursuivrait au cours de l'année 2004. Ainsi, les prévisions tablent sur un taux d'inflation en moyenne annuelle de 1,3 % à fin 2004 comme en 2003, en liaison avec la bonne campagne agricole et un meilleur approvisionnement des marchés.

Tableau 5: CEMAC : Inflation, 2001-2004
(moyenne annuelle, en pourcentage)

Etats	2001	2002	2003	2004
CEMAC	4,4	3,0	1,3	1,3
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,1
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-4,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	1,0
Gabon	2,1	0,2	2,3	1,5
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	6,0
Tchad	12,4	5,2	-1,5	2,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

2.3 Finances publiques

Selon les informations disponibles à fin juin 2004 dans le domaine de la gestion des finances publiques, les résultats attendus pour l'année 2004 se présenteraient de la manière suivante :

Les recettes budgétaires totales, hors dons, s'accroîtraient de 22,7 % en 2004, atteignant 4 507,6 milliards, équivalent à 21,8 % du PIB contre 3 674,2 milliards (21,0 % du PIB) en 2003. Cette évolution découlerait d'une augmentation, aussi bien des recettes pétrolières (+34,2 %) que des recettes non pétrolières (+ 12,5 %) dans la plupart des Etats membres. Les recettes non pétrolières atteindraient 2 193,3 milliards en 2004 contre 1 949,9 milliards un an plus tôt, grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun, et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières. Les recettes pétrolières s'établiraient à 2 314,4 milliards, en liaison avec la bonne tenue des cours mondiaux et l'accroissement de la production du pétrole brut.

Les dépenses budgétaires totales, quant à elles, atteindraient 3 369,6 milliards en 2004, en augmentation 9,7 %. Cette hausse résulterait d'une progression simultanée de 3,2 % des dépenses courantes et 30,8 % des dépenses en capital en rapport avec la poursuite des efforts de lutte contre la pauvreté. L'évolution des dépenses courantes s'expliquerait principalement par une augmentation de 22,7 % des dépenses de biens et services, passant à 662,6 milliards contre 540,0 milliards en 2003, reflétant ainsi la progression des dépenses de fonctionnement allouées aux secteurs prioritaires.

Le solde primaire excédentaire progresserait à 8,4 % du PIB en 2004 contre 7,1 % du PIB une année plus tôt, s'établissant à 1 745,2 milliards contre 1 234,6 milliards en 2003. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui passerait à 6,7 % contre 4,3 % en 2003.

En conséquence, l'excédent budgétaire global, base engagements, hors dons, augmenterait pour atteindre 5,5 % du PIB en 2004 (1 138,1 milliards) contre 3,4 % du PIB en 2003 (601,2 milliards).

Compte tenu de l'apurement à hauteur de 496,2 milliards des arriérés de paiements intérieurs et extérieurs, de l'amortissement de la dette extérieure de 713,8 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire pour 993,6 milliards, le besoin de financement global des Etats s'élèverait à 1 065,5 milliards. La mobilisation des financements extérieurs à hauteur de 676,9 milliards dont 165,1 milliards au titre des dons, 269,8 milliards d'emprunts et 242,0 milliards d'allègements de la dette extérieure ne suffirait pas à couvrir ce besoin. Il se dégagerait un gap résiduel de 388,7 milliards.

Tableau 6: CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.

(En milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
Recettes totales	3556,1	3536,0	3674,2	4507,6
Recettes pétrolières	1822,7	1737,5	1724,3	2314,4
Recettes non pétrolières	1733,4	1798,5	1949,9	2193,3
Dépenses totales	3337,1	3410,6	3073,0	3369,6
Dépenses courantes	2493,2	2561,6	2352,9	2428,0
Salaires et traitements	778,9	838,3	887,4	930,5
Biens et services	599,8	679,2	540,0	662,6
Transferts et subventions	412,3	491,7	447,1	484,6
Intérêts	702,2	552,2	478,4	350,2
Dettes extérieures	633,6	475,8	396,3	282,0
Dettes intérieures	68,6	76,5	82,1	68,2
Dépenses en capital	843,9	849,0	720,1	941,6
Sur ressources locales	604,3	632,3	565,2	684,6
Sur ressources extérieures	239,7	216,7	154,9	257,0
Solde primaire (en milliards de FCFA)	1160,8	894,4	1234,6	1745,2
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	7,3	5,3	7,1	8,4
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)		342,2	756,2	1395,0
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)		2,0	4,3	6,7
Déficit global (base engagements hors dons)	218,9	125,4	601,2	1138,1
Déficit global (base engagements hors dons) en % du PIB		0,7	3,5	5,5
Déficit global (base engagements dons compris)	369,8	257,5	737,0	1303,2
Variations des arriérés (baisse -)	-130,3	-258,0	60,0	-496,2
Intérieurs (principal et intérêts)	-305,2	-122,3	-128,7	-163,8
Extérieurs (principal et intérêts)	174,9	-135,6	188,6	-332,4
Déficit global (base trésorerie)	88,7	-132,5	661,2	641,9
Financement total	-88,7	132,5	-661,2	-641,9
Extérieur	-71,0	539,1	-59,0	-36,9
Dons	150,8	132,0	135,8	165,1
Tirages	250,5	361,4	128,7	269,8
Amortissements de la dette extérieure	-861,9	-832,2	-722,4	-713,8
Allègements de la dette extérieure	383,6	877,9	399,0	242,0
Autres	6,0
Intérieur	-17,6	-406,6	-602,2	-993,6
Système bancaire	242,2	-48,9	25,6	-443,8
Non bancaire	-259,8	-357,7	-627,8	-549,8
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	388,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes des Etats membres, déficitaire en 2003, deviendrait excédentaire en 2004, s'établissant à 203,5 milliards, correspondant à 1,0 % du PIB, contre un déficit de 1 258,0 milliards en 2003 (7,2 % du PIB). Cette performance s'expliquerait notamment par une progression de l'excédent commercial qui s'établirait à 6 033,8 milliards en rapport avec l'amélioration des termes de l'échange conjuguée avec l'accroissement de certaines productions d'exportation telles que le pétrole brut et le bois.

En effet, les exportations se situeraient à 9 489,8 milliards contre 6 665,6 milliards en 2003, en hausse de 42,4 %, en liaison avec l'évolution des ventes du pétrole brut, du coton fibre, des bois tropicaux, de manganèse et de méthanol, consécutive à la hausse des quantités exportées et à la bonne tenue des prix sur les marchés internationaux. Les importations, quant à elles, fléchiraient de 2,1 %, se fixant à 3 456,0 milliards contre 3 531,8 milliards en 2003, sous l'effet essentiellement de l'achèvement des travaux de construction de pipeline Doba-Kribi.

Le déficit de la balance des services diminuerait légèrement de 1,0 %, revenant à 2 139,5 milliards contre 2 161,9 milliards en 2003, en relation avec la diminution des dépenses des services liés aux travaux de pipeline Doba-Kribi. Parallèlement, le déficit de la balance des revenus s'alourdirait de 61,3 %, pour s'établir à 3 838,6 milliards contre 2 379,2 milliards en 2003, du fait principalement de la hausse des revenus des investissements privés.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières en 2003, se réduirait fortement à 54,4 milliards contre 906,7 milliards un an plus tôt, en raison de la réduction des investissements directs consécutive à l'achèvement de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi.

En définitive, la balance des paiements de la Communauté dégagerait un solde excédentaire de 258,0 milliards (1,2 % du PIB) en 2004.

En y incorporant la reconstitution des réserves officielles de change de 556,2 milliards et le paiement des arriérés extérieurs de 332,4 milliards, le besoin de financement extérieur se situerait à 630,6 milliards et serait partiellement comblé par un réaménagement de la dette extérieure de 242,0 milliards. Il subsisterait un gap résiduel de 388,7 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'amélioration des comptes extérieurs se traduirait par une diminution du ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services non-facteurs, revenant de 15,3 % en 2003 à 9,8 % en 2004. De même, le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires et celui de l'encours de la dette sur le PIB s'amélioreraient, pour se situer respectivement à 22,1 % et 51 % en 2004 contre 30,4 % et 62,3 % en 2003.

Tableau 7: CEMAC: Balance des paiements.

(en milliards de FCFA) sauf indication contraire

Agrégats	2001	2002	2003	2004
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	-1024,4	-1328,3	-1258,0	203,5
Solde du compte courant (transf. publics inclus) en % du PIB				
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	-1186,6	-1490,0	-1462,3	-18,3
Solde du commerce extérieur	2849,6	2941,6	3133,8	6033,8
Exportations, fob	6389,1	6418,8	6665,6	9489,8
Importations, fob	-3539,5	-3477,2	-3531,8	-3456,0
Balance des services	-2043,8	-2177,5	-2161,9	-2139,5
Balance des revenus	-1949,9	-2200,8	-2379,2	-3838,6
Solde des transferts courants	119,7	108,3	149,4	147,9
Compte de capital et d'opérations financières	512,9	689,0	906,7	54,4
Compte de capital	110,8	104,0	67,3	83,3
Compte financier	402,1	585,0	839,4	-28,9
Erreurs et omissions	-159,6	142,6	-227,0	0,0
Solde global	-671,1	-496,8	-578,2	258,0
Financement	671,1	496,8	578,2	-258,0
Variations des réserves off. (baisse +)	112,6	-245,5	-9,4	-556,2
Financements exceptionnels	558,5	742,3	587,6	-90,4
Variations des arriérés ext. (baisse -)	174,9	-135,6	188,6	-332,4
Réaménagements de la dette	383,6	877,9	399,0	242,0
GAP résiduel	0,0	0,0	0,0	388,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

2.5 Monnaie

Au 30 juin 2004, la situation monétaire dans les Etats membres de la Communauté a été caractérisée par une consolidation des avoirs extérieurs nets, une régression des créances nettes sur les Etats et une hausse des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont inscrits en hausse de 226,6 milliards pour s'établir à 1 070,4 milliards contre 843,7 milliards à fin juin 2003, soit un accroissement de 26,9 %. Cette consolidation des avoirs extérieurs nets résulte notamment de l'impact positif sur les recettes d'exportation, de la bonne tenue des cours du pétrole et du bois, de l'impact favorable de la baisse des importations de biens et services liés à l'arrêt des travaux de construction du pipeline Doba-Kribi et des efforts de mobilisation des financements extérieurs. En définitive, le taux de couverture extérieure de l'émission monétaire s'est établi à 66,5 % en juin 2004 contre 64,74 % en juin 2003.

Les créances nettes sur l'Etat ont baissé de 12,6 %, pour se fixer à 601,5 milliards à fin juin 2004, traduisant l'amélioration de la trésorerie publique dans certains Etats.

Quant aux crédits à l'économie, en augmentation de 4,4 %, ils se sont établis à 1 711,3 milliards en juin 2004 contre 1 639,9 milliards un an plus tôt, en liaison avec le niveau soutenu de l'activité économique dans certains pays membres (Cameroun, Guinée Equatoriale et Tchad).

Traduisant ces évolutions, en particulier celle des avoirs extérieurs nets, la masse monétaire a progressé de 7,4 % au 30 juin 2004 contre 5,0 % à fin juin 2003.

Sur la base des réalisations du premier semestre, les perspectives monétaires au 31 décembre 2004 se caractériseraient par un renforcement de la position extérieure nette, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie autour de 73,9 % contre 64,9 % en 2003.

Tableau 8 : CEMAC : Situation monétaire.

(en milliards de FCFA)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	593,6	877,8	823,9	1523,5
Avoirs intérieurs nets	1751,1	1799,2	1889,0	1521,6
Crédits intérieurs nets	2362,0	2371,9	2480,8	2104,4
Créances nettes sur l'Etat	860,6	780,1	825,5	376,3
Crédits à l'économie	1501,3	1591,7	1655,3	1728,1
Autres postes nets	-610,9	-572,6	-591,8	-582,8
Masse monétaire	2276,6	2614,9	2656,7	2987,9
Monnaie fiduciaire	761,8	815,1	770,1	756,4
Dépôts à vue	787,9	953,6	932,6	1175,9
Dépôts à terme	726,9	846,2	953,9	1055,7
Allocations de DTS	68,1	62,1	56,2	57,2

Source : BEAC, Etats

Variation annuelle, en pourcentage

Avoirs extérieurs nets	-25,3	47,9	-6,1	84,9
Crédit intérieur net	16,5	0,4	4,6	-15,2
Créances nettes sur l'Etat	36,7	-9,4	5,8	-54,4
Crédits à l'économie	7,4	6,0	4,0	4,4
Masse monétaire (M2)	6,3	14,9	1,6	12,5

Source : BEAC, Etats

2.6 Situation sociale

La situation socio-politique de la communauté continue de se consolider en 2004. La tendance est au renforcement de la paix dans les Etats membres, notamment en RCA et au Congo, au renforcement de la démocratie et à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

2.7 Perspectives économiques et monétaires de la communauté en 2005

En 2005, les performances économiques Communautaires resteraient soutenues, avec un taux de croissance réelle de l'ordre de 5,0 %, conduisant à une augmentation du revenu réel par habitant de 2,5 % pour un taux de croissance de la population de 2,5 % ; le taux d'inflation serait de 2,2 %.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, dégagerait un excédent correspondant à 3,3 % du PIB contre 5,5 % du PIB en 2004. Le solde du compte courant se dégraderait quelque peu alors que la situation monétaire s'améliorerait.

3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE

3.1 Critères de convergence

Les critères de convergence dans la CEMAC dont le non-respect entraîne des sanctions à l'encontre des Etats membres sont au nombre de quatre. Il s'agit :

- du solde budgétaire de base rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) qui doit être positif ou nul ;
- du taux d'inflation annuel qui doit être inférieur à 3 % ;
- du taux d'endettement public (intérieur et extérieur) qui doit être inférieur ou égal à 70 % du PIB ;
- de la non-accumulation par l'Etat d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante.

L'appréciation de ces critères, qui devait se faire sur la base d'un programme triennal de convergence glissant a été, une fois de plus, perturbée par les retards observés dans l'élaboration du programme triennal par les Etats. Ce qui rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif. Il en est de même de l'absence de données fiables sur le montant des arriérés de la gestion courante et le stock de la dette intérieure.

Ainsi, au 31 décembre 2004, le solde budgétaire de base dégagerait, au niveau de la Communauté, un résultat positif de 6,7 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Seul, un pays de la Sous-région (République Centrafricaine) n'observerait pas ce critère.

Toutefois, pour tenir compte de la volatilité des prix du pétrole sur les marchés internationaux, la détermination d'un solde budgétaire de base structurel, fondée sur le lissage sur les cinq dernières années², des recettes pétrolières réalisées par chaque Etat pétrolier permettrait de réduire l'impact des chocs conjoncturels sur les performances budgétaires des Etats de la CEMAC. Dans cette optique, le solde budgétaire de base de la Communauté demeurerait excédentaire, quoiqu'en repli, à 4,0 % du PIB. De même, les cinq pays pétroliers de la Sous-région continueraient à respecter le critère du solde budgétaire de base, avec toutefois des performances en léger retrait. Ainsi, le solde budgétaire de base structurel s'établirait à 3,2 % du PIB au Cameroun contre 3,9 % du PIB pour le solde budgétaire non lissé, 1,4 % du PIB au Congo contre 6,8 % du PIB, 10,2 % du PIB au Gabon au lieu de 10,1 % du PIB³, 3,7 % du PIB en Guinée Equatoriale contre 18,3 % du PIB. S'agissant du Tchad, il demeurerait à 1,8 % du PIB compte tenu du fait que ce pays n'en est qu'à sa première année de production pétrolière.

S'agissant de l'inflation, avec un taux de 1,2 % à fin décembre 2004, la Communauté respecterait le plafond fixé pour ce critère. Seule la Guinée Equatoriale ne respecterait pas ce critère pour 2004.

Le critère relatif au taux d'endettement public a été calculé sur la base de la dette publique extérieure et intérieure pour l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée Equatoriale. Ainsi, les données disponibles indiqueraient un niveau d'endettement de la Communauté de 59,0 % avec une situation préoccupante pour le Congo (175,1 % du PIB) et pour la République Centrafricaine (116,7 % du PIB). S'agissant du Cameroun, du Gabon et du Tchad, ces taux seraient respectivement de 52,7 %, 50,1 % et 27,5 %. Enfin, la Guinée Equatoriale enregistrerait un taux d'endettement public de 4,0 % du PIB.

Enfin, pour le critère relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs pendant la gestion courante, les chiffres disponibles pour 2004 laisseraient apparaître une accumulation d'arriérés de 8,0 milliards pour la République Centrafricaine. Les données

² La méthode de lissage consiste à adopter comme recettes pétrolières de l'année, la moyenne des recettes pétrolières des cinq dernières années, lesquelles intègrent la moyenne sur cinq ans des prix du baril de pétrole brut, des quantités produites et des cours du dollar.

³ L'évolution relativement favorable du solde budgétaire de base structurel du Gabon s'explique par la baisse tendancielle de la production pétrolière qui se traduit par un repli continu des recettes pétrolières nonobstant la bonne tenue des cours du baril de pétrole brut et un solde effectif moins favorable que le solde structurel.

relatives au suivi des arriérés intérieurs n'étant pas disponibles dans les autres Etats, l'hypothèse retenue a été celle du non respect du critère de non accumulation des arriérés sur la gestion de la période courante par ces pays. Il importe de signaler que, malgré la Directive communautaire, la plupart des Etats n'ont engagé, à ce jour, aucune action pour évaluer le stock des arriérés intérieurs, et encore moins, mis en oeuvre un plan de leur apurement.

3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de procéder à un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs (tableau 10) sont examinés, à savoir le solde budgétaire primaire, le taux de couverture extérieure de la monnaie, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et le déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, représenterait 8,4 % du PIB à fin décembre 2004.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2004 serait de 73,9 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Cet indicateur, suivi par la Banque Centrale, s'est établi autour de 65,0% au cours des trois dernières années.

Concernant le taux de pression fiscale, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 21,0 % du PIB est comparable au niveau moyen de la Zone Franc.

Quant à la masse salariale, sa variation en 2004 (+4,9 %), imputable à la progression des traitements et salaires au Cameroun (+8,3 %), au Tchad (+5,6 %), au Congo (+4,3 %) et en Guinée Equatoriale (+2,6 %), serait inférieure à celle des recettes publiques (+22,7%) ; celles-ci ayant profité de la bonne tenue des recettes aussi bien pétrolières que non pétrolières.

Enfin, s'agissant du compte courant, le déficit communautaire ferait place à un excédent et représenterait 1,0 % du PIB, en 2004, en rapport avec l'excédent que réaliseraient le Congo (5,6 % du PIB), le Gabon (+13,5 % du PIB) et le Tchad (+1,7 % du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC atteindraient : 1,6 % du PIB au Cameroun, 3,6 % du PIB en République Centrafricaine et 13,3 % du PIB en Guinée Equatoriale.

Tableau 9. Evolution des critères de convergence 2001-2004

Libellés	2001	2002	2003	2004
Taux d'inflation (en % ; critère : = 3)				
CEMAC	4,4	3,0	1,3	1,3
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,1
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-4,8
Congo	0,4	3,8	-1,3	1,0
Gabon	2,1	0,2	2,3	1,5
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	6,0
Tchad	12,4	5,2	-1,5	2,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	3	4	5
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; critère : = 0)				
CEMAC	2,9	2,0	4,3	6,7
Cameroun	2,4	3,6	3,9	3,9
République Centrafricaine	-0,8	-0,5	-3,3	-0,4
Congo	-0,7	-7,2	1,1	6,8
Gabon	4,2	2,6	7,6	10,1
Guinée Equatoriale	14,7	12,3	12,3	18,3
Tchad	-2,2	-4,0	-2,0	1,8
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	3	4	5
Solde budgétaire de base structurel (en % du PIB ; critère : = 0)				
CEMAC	-1,4	-0,2	3,0	4,1
Cameroun	0,9	2,4	3,6	3,2
République Centrafricaine	-0,8	-0,5	-3,3	-0,4
Congo	-8,0	-10,5	-2,8	1,4
Gabon	-1,5	2,8	8,7	10,2
Guinée Equatoriale	-2,8	-2,3	1,9	4,3
Tchad	-2,2	-4,0	-2,0	1,8
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	2	3	5
Taux d'endettement public (en % du PIB ; critère : = 70)				
CEMAC	75,9	77,8	72,3	59,0
Cameroun	63,5	63,9	57,8	52,7
République Centrafricaine	93,8	113,6	122,1	116,7
Congo	195,8	198,5	208,4	175,1
Gabon	59,6	67,8	60,8	50,1
Guinée Equatoriale	11,9	9,9	6,9	4,0
Tchad	51,3	52,1	47,2	27,5
Nombre de pays ayant respecté le critère	4	4	4	4
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en milliards ; critère : retard de paiement = 120 jours)				
CEMAC	264,3	493,0	333,8	8,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	nd
République Centrafricaine	16,7	26,4	23,3	8,0
Congo	178,1	211,3	171,2	nd
Gabon	61,3	246,9	137,3	nd
Guinée Equatoriale	5,2	4,5	0,0	nd
Tchad	2,9	4,0	2,0	nd
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	1	2	0

Source : BEAC et Administrations nationales

1. mesuré par l'indice des prix à la consommation

2. recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures

3. dette publique extérieure et intérieure pour l'ensemble des Etats sauf pour la Guinée Equatoriale.

Tableau 10 Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2000-2003

Libellés	2001	2002	2003	2004
Taux de couverture extérieure de la monnaie, en% (avoirs extérieurs sur engagements à vue = 20)				
CEMAC	63,4	66,6	64,9	73,9
Cameroun	38,4	49,0	46,4	56,8
République Centrafricaine	98,3	98,0	95,8	81,1
Congo	32,2	19,6	16,4	13,8
Gabon	17,0	37,7	44,0	62,2
Guinée Equatoriale	96,7	99,1	100,0	100,7
Tchad	78,5	84,5	73,2	74,4
Solde budgétaire primaire positif (en % du PIB)				
CEMAC	7,3	5,3	7,1	8,4
Cameroun	5,3	6,2	6,3	5,9
République Centrafricaine	0,3	0,8	-2,1	0,7
Congo	6,8	1,2	6,9	10,4
Gabon	13,4	7,0	11,6	12,0
Guinée Equatoriale	15,1	12,5	12,5	18,3
Tchad	-1,4	-3,1	-1,3	2,3
Taux de pression fiscale (en % du PIB)				
CEMAC	21,6	20,3	20,1	21,0
Cameroun	16,8	16,7	16,3	18,0
République Centrafricaine	7,1	9,0	7,0	7,5
Congo	30,1	26,9	29,8	30,4
Gabon	33,3	28,8	29,0	28,4
Guinée Equatoriale	25,7	26,4	26,3	28,4
Tchad	6,4	7,2	7,1	8,3
Variation masse salariale et recettes budgétaires (masse salariale/recettes budgétaires)				
CEMAC	1,3	-8,5	1,7	0,2
Cameroun	-0,9	1,2	-0,6	0,4
République Centrafricaine	-1,0	0,2	-0,1	-0,2
Congo	0,6	0,0	0,0	0,0
Gabon	-0,1	0,0	0,3	0,0
Guinée Equatoriale	0,0	0,1	0,0	0,0
Tchad	0,5	0,2	0,5	0,0
Déficit extérieur courant de la BdP (en % du PIB)				
CEMAC	-6,5	-7,9	-7,2	1,0
Cameroun	-5,2	-7,0	-3,8	-1,6
République Centrafricaine	-2,0	-1,6	-2,3	-3,6
Congo	-1,5	0,5	0,4	5,6
Gabon	10,4	4,8	6,3	13,5
Guinée Equatoriale	-42,9	-13,2	-34,9	-13,3
Tchad	-33,1	-53,7	-35,8	1,7
Service de la dette extérieure/Exportations (en %)				
CEMAC	21,4	18,6	15,3	9,8
Cameroun	28,6	28,1	29,7	26,1
République Centrafricaine	21,9	23,7	29,3	25,2
Congo	23,6	24,7	16,7	13,1
Gabon	28,0	18,9	15,8	10,4
Guinée Equatoriale	0,8	0,5	0,4	0,3
Tchad	12,9	18,0	8,1	1,9

Source : BEAC et Administrations nationales

Tableau 11: Vue synoptique des résultats prévisionnels de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2004

CRITERES DE CONVERGENCE		PAYS							Nombre de pays respectant le critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2004	2003	2002
1.	Solde budgétaire de base sur PIB (norme ≥ 0)	Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	5	4	3
2.	Taux d'inflation annuel moyen (norme $< 3\%$)	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	5	4	3
3.	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme $\leq 70\%$)	Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	4	4	4
4.	Arriérés gestion courante - intérieurs - extérieurs (norme : délai de paiement < 120 jours)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	4	1
Nombre de critères respectés par pays	2004	3	1	2	3	2	3	3			
	2003	4	0	2	4	3	3	2			
	2002	4	1	0	3	2	1	2			

4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC ET DES ETATS MEMBRES AVEC LA COMMUNAUTE FINANCIERE INTERNATIONALE

L'état des relations entre les pays et la Communauté financière internationale s'apprécie d'une part au niveau des institutions communautaires et, d'autre part, au niveau des Etats membres.

La dernière revue du FMI/Banque Mondiale **avec les institutions économiques et monétaires de la CEMAC** remonte à juin 2003 et le Staff Rapport y afférent a été examiné par le conseil d'administration du Fonds en novembre 2003. Au cours de l'année 2004, cette revue n'a pas eu lieu. Néanmoins les contacts avec les institutions de la communauté ont été maintenus à travers notamment les discussions informelles lors de la réunion de Printemps et des Assemblées annuelles du FMI/BM d'automne et dans le cadre des missions des institutions de Bretton Wood dans les Etats. Une revue formelle avec les institutions de la CEMAC est envisagée en mars 2005.

Concernant plus spécifiquement les relations avec la Banque Mondiale, il convient de rappeler la mise en oeuvre attendue de sa stratégie d'assistance à l'intégration régionale (SAIR) en Afrique Centrale, adoptée par son Conseil d'administration en février 2003, et qui prévoit une enveloppe de \$140 millions pour la période 2004-2008. Lors des contacts susvisés, le Secrétariat Exécutif a échangé avec les autorités de la BM sur l'urgence d'engager au plus vite l'exécution de cette stratégie. Par ailleurs, la Banque continue d'appuyer les efforts de libéralisation de l'espace aérien ainsi que la facilitation du transit et du transport en Afrique centrale.

Du côté de l'Union européenne, et après l'adoption d'une stratégie de coopération régionale avec l'Afrique centrale suivie de la signature d'un programme indicatif régional (PIR) soutenu par le 9^e Fed pour un montant de € 55 millions, une feuille de route de négociation a été signée en juillet 2004 entre les autorités de la CEMAC et le Commissaire en charge du commerce. Les études spécifiques telles que le programme d'appui à l'intégration régionale en Afrique centrale (PAIRAC) destiné à l'identification des projets/programmes du 1^{er} secteur de concentration du PIR ont été réalisés de même que l'audit organisationnel du Secrétariat Exécutif de la CEMAC.

Au niveau des Etats membres, la 5^{ème} revue du programme économique et financier du Cameroun n'a pas été concluante. La Centrafrique a vu son programme économique intérimaire du 2^{ème} semestre 2004 soutenu par le Fonds et la Banque. Au Gabon, un accord de confirmation a été conclu en mai 2004 avec le FMI. Au Tchad, le programme d'ajustement triennal n'a pas été conclu avant l'échéance et des négociations sont en cours pour un nouveau programme. Pour le Congo, des négociations sont engagées avec le FMI pour la mise en place d'un programme triennal. Quant à la Guinée Equatoriale, elle a sollicité les services du Fonds et de la Banque mondiale pour une assistance technique. Par ailleurs, la Banque dispose d'un programme de prêts actifs avec la plupart des pays membres et la Commission Européenne a procédé en 2004 à la revue à mi-parcours des programmes indicatifs nationaux (PIN) signés avec les Etats.

Par pays, la situation détaillée se présente comme suit :

a. Cameroun

Le programme économique et financier triennal du Cameroun prévu initialement du 21/12/00 au 20/12/03 et prorogé jusqu'au 20 décembre n'a pas passé le test de la 5^{ème} revue réalisée par une mission conjointe FMI/BM en mai 2004. Cette revue a été non concluante en raison notamment des difficultés budgétaires et du retard dans la restructuration des entreprises publiques. La rencontre du Premier Ministre avec le DG du Fonds à Washington le 15 juin 2004 et le séjour d'une délégation technique camerounaise en fin juillet et début octobre 2004 n'ont pas permis de faire évoluer la situation. Toutefois, des discussions techniques sur le cadrage budgétaire de l'année 2005 ont été engagées avec le Fonds.

En conséquence, le Cameroun s'achemine vers la mise en œuvre d'un programme de référence avec le Fonds et le point d'achèvement de l'initiative PPTE est retardé à l'année 2005. Une mission du Fonds de haut niveau s'est rendue à Yaoundé dans la dernière semaine d'octobre 2004.

b. Centrafrique

Une mission conjointe FMI/BM s'est déroulée à Bangui du 18 janvier au 1^{er} février 2004 dans le cadre des consultations au titre de l'article IV. Elle a permis d'évaluer la situation économique et financière du pays pendant l'année 2003 et l'établissement des projections pour l'année 2004. Une autre mission s'est déroulée du 9 au 23 mai 2004 à Bangui, avec pour objectif de négocier un programme post conflit sur la base des objectifs quantitatifs et qualitatifs discutés précédemment avec les autorités. Et le 23 juillet 2004, le FMI a approuvé un programme d'assistance post conflit d'urgence de \$8,2 millions visant à stabiliser la situation macroéconomique, appuyer les réformes en cours et catalyser l'aide extérieure. Ce programme pourrait déboucher en 2005 sur un programme triennal soutenu par la FRPC et son admission à l'initiative PPTE. Une mission du Fonds a visité Bangui en fin octobre 2004 pour évaluer les performances au 2^{ème} semestre 2004 et discuter du budget 2005.

La Banque mondiale a également approuvé une intervention (Country Re-Engagement Note) en faveur de la RCA dans le cadre d'une nouvelle facilité d'assistance aux pays à faible revenu en difficulté (Low-Income Countries Under Stress) pour un montant de \$4 millions destinée à financer l'assistance technique dans la gestion économique et le soutien à la réhabilitation des secteurs sociaux. La BAD pourrait également renouer avec la RCA en dépit de la suspension de ses interventions dans ce pays depuis 1994 en raison des arriérés évalués à 17 milliards de francs.

En ce qui concerne les relations avec l'UE, celle-ci a entrepris en juin 2003 un dialogue politique au titre de l'article 96 des accords de Cotonou avec les Autorités Centrafricaines qui se sont engagées à mettre en œuvre un certain nombre d'actions pour relancer la coopération entre les deux parties. Après la revue de ces actions, en novembre 2003, le Conseil de l'UE les a jugées encourageantes, mais insuffisantes et a décidé en conséquence une suspension partielle de sa coopération dans les domaines routiers et de l'appui macroéconomique. Le retour à l'ordre constitutionnel devrait permettre de lever cette suspension.

c. Congo

En mai 2004, l'évaluation du programme de référence, janvier-juin 2004, a été jugée encourageante. Par conséquent des négociations ont été engagées avec les Autorités en vue d'un programme triennal soutenu par la FRPC.

Le 10 juin 2004, le Conseil d'administration du Fonds a examiné le dossier du Congo relatif aux consultations au titre de l'article IV et au programme de référence. Les administrateurs ont souligné des défis à relever par le Congo notamment en matière de transparence et d'extension de l'appropriation du programme. Les discussions ultérieures entre les institutions de Bretton Woods en août à Brazzaville et en septembre 2004 à Washington ont enregistré des progrès remarquables dans les négociations qui ont permis d'aboutir à la finalisation d'un Mémoire des Politiques Economiques et Financières susceptible de faire approuver son programme économique triennal avant la fin de l'année 2004.

d. Gabon

Le Gabon a terminé son programme de référence (septembre-décembre 2003) qui a été jugé globalement satisfaisant par le Conseil d'administration du FMI. Par conséquent, le Fonds a approuvé le 28 mai 2004, un accord de confirmation (stand-by arrangement) de 14 mois d'un montant de \$102 millions pour soutenir son programme économique 2004-2005. Le 20 septembre 2004, le Fonds a conclu la 1^{ère} revue de cet accord. A cette occasion, les

administrateurs ont noté la mise en oeuvre en bonne voie du programme notamment en ce qui concerne l'exécution budgétaire et l'engagement des autorités à poursuivre les efforts d'ajustement et les réformes structurelles.

Toutefois, ils ont relevé la vulnérabilité du Gabon par rapport aux variations des prix du pétrole et la faiblesse des indicateurs sociaux. Les autorités devraient saisir l'opportunité des prix élevés du pétrole pour soutenir les réformes budgétaires et les réformes structurelles indispensables. Enfin, elles doivent améliorer la gouvernance et la transparence dans le secteur pétrolier. Une mission des services du Fonds a séjourné à Libreville du 25 octobre au 6 novembre 2004.

e. Guinée Equatoriale

Depuis 1995, la Guinée Equatoriale n'a pas eu recours aux ressources financières du FMI. Dans le cadre des Consultations au titre de l'Article IV, une mission du Fonds et de la Banque mondiale s'est déroulée à Malabo du 29 juillet au 12 août 2003. Le Conseil d'administration du Fonds, qui a examiné en novembre 2003 le rapport y afférent, a souligné la nécessité d'une politique budgétaire prudente afin de contenir les pressions inflationnistes, d'une gestion transparente des recettes pétrolières et de la diversification de l'économie.

Les Autorités ont sollicité une assistance du Fonds et de la Banque, notamment dans le renforcement des capacités en matière, de gestion budgétaire, de statistique et de gestion des ressources pétrolières. Le FMI et les Autorités ont convenu d'engager une collaboration renforcée qui pourrait s'appuyer sur le renforcement de la transparence dans le secteur pétrolier et la consolidation des finances publiques durant les années 2003 et 2004.

Les Autorités ont souhaité améliorer leurs relations avec les institutions de Bretton Woods. Pour le moment, le Fonds n'envisage pas de programme avec la Guinée Equatoriale. Quant au groupe de la Banque mondiale, aucun projet n'est en cours depuis le passage en 2000 de la Guinée au statut de pays à revenu intermédiaire. Une mission du Fonds est prévue à Malabo en début novembre 2004 au titre de l'article IV.

f. Tchad

Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) a été examiné et approuvé par le FMI et la Banque Mondiale, le 21 juillet et le 17 novembre 2003 respectivement. La sixième revue du programme avec le Tchad n'a pas été conclue à l'échéance. Le Conseil d'Administration du Fonds a examiné le 19 mars 2004 le dossier relatif aux Consultations au titre de l'Article IV pour l'année 2003 et procédé à l'évaluation ex post des performances réalisées dans le cadre du programme FRPC.

Les discussions pour un nouveau programme FRPC ont abouti à un accord entre les Autorités et les services du Fonds en novembre 2004. En effet, une mission du FMI a séjourné à N'Djamena du 28 octobre au 10 novembre 2004 et a convenu avec les Autorités d'un programme triennal 2005-2007 soutenu par la FRPC d'un montant de US\$ 37,9 millions. Ce programme vise la stabilité macroéconomique et le renforcement des réformes dans les domaines des finances publiques, de la bonne gouvernance et de la transparence ainsi que les réformes dans les secteurs du coton, de l'énergie et de la fonction publique. Il sera examiné par le Conseil d'administration du Fonds en fin janvier 2005.

Le Tchad a accédé au point de décision en mai 2001 et pourrait atteindre le point d'achèvement au 3^{ème} trimestre 2005.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Il découle des développements ci-dessus que l'accélération de la croissance économique mondiale devrait se poursuivre au cours de l'année 2004 avec un taux de croissance de 5,0 % contre 3,9 % en 2003, imprimé notamment par le développement de l'activité aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays émergents d'Asie.

Cet environnement international favorable a des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance projeté à 7,7 % en 2004, en nette progression par rapport à son niveau de 2003 qui était de 4,1%, entraînant un PIB réel par habitant de 5,2 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Ce niveau de croissance appréciable, pour être durable, doit reposer sur la poursuite de la stabilité macroéconomique afin de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. A cet effet, les grandes orientations des politiques économiques adoptées pour l'année 2005 constituent les actions de base.

Il s'agit de porter les priorités sur la réalisation d'une croissance saine et durable basée sur la diversification des activités de production et l'assainissement des finances publiques ainsi que sur l'approfondissement de l'intégration régionale.

La croissance durable repose sur la diversification des activités productives à travers la promotion des investissements privés et l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques. La promotion de la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques porte sur l'amélioration des recettes publiques hors pétrole notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, la poursuite des actions de recouvrement, la mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires et, la rationalisation des procédures et des circuits des dépenses.

L'intégration régionale doit être accélérée par le respect des engagements pris par les Etats membres en ce qui concerne l'élimination effective des obstacles administratifs à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, d'une part, et la poursuite de la convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale d'autre part.

Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement demeurent une nécessité.

Les recommandations de politique par Etat se présentent comme suit :

Au **Cameroun**, les difficultés observées récemment dans l'exécution de son programme économique et notamment les dérapages dans les finances publiques et le retard dans la restructuration des entreprises publiques, doivent être remédiées au plus vite afin d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE et bénéficier ainsi des ressources pour maintenir son économie sur un sentier de croissance durable.

En **République Centrafricaine**, les autorités doivent profiter des facilités financières qui ont été récemment mises à leur disposition pour réussir leur programme économique intérimaire du 2^{ème} semestre 2004. A cet égard, un accent particulier doit être mis sur l'assainissement des finances publiques, la réussite du retour à l'ordre démocratique et la sécurité des personnes et des biens en vue de relancer l'activité économique.

Au **Congo**, l'engagement des Autorités à assurer plus de transparence dans la gestion des ressources pétrolières est à encourager. Il devrait être accompagné d'une gestion toujours plus rigoureuse des dépenses publiques et de la poursuite des réformes structurelles.

Au **Gabon**, le bon démarrage du programme économique soutenu par l'accord de confirmation du FMI constitue un motif de satisfaction. Les autorités doivent profiter de l'embellie des prix du pétrole pour attaquer les problèmes sociaux, poursuivre l'amélioration

de la gestion des finances publiques et les réformes structurelles et asseoir une stratégie de développement du secteur privé et de diversification de l'économie.

En **Guinée Equatoriale**, la forte croissance économique liée à la production et au prix du pétrole apparaît comme une occasion propice aux autorités pour asseoir la diversification de leur économie. De plus, l'amélioration de la transparence dans la gestion des finances publiques concourrait à une utilisation rationnelle des ressources générées par l'exploitation pétrolière. Enfin, une politique budgétaire permettrait de contenir les pressions inflationnistes.

Au **Tchad**, les performances de l'économie tirées par le boom pétrolier attendues en 2004 sont très encourageantes. Toutefois leur impact positif sur le reste de l'économie exige de la part des autorités un regain d'efforts dans la gestion des finances publiques et dans la mise en œuvre efficace de la stratégie de réduction de la pauvreté. Enfin, toutes les dispositions doivent être prises pour faire aboutir les discussions en cours sur un programme économique appuyé par le FMI et la communauté internationale.

ANNEXE 1 SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DES PAYS MEMBRES

1. Cameroun

En 2004, la situation macroéconomique du Cameroun, globalement satisfaisante, serait caractérisée par une croissance soutenue et constante par rapport à l'année précédente, le maintien de l'excédent budgétaire, une consolidation de la situation monétaire, une contraction du déficit des transactions courantes et une maîtrise des tensions inflationnistes.

1.1 Production

Au vu des tendances du premier semestre, les performances économiques attendues pour l'année 2004 ne devraient pas se réaliser comme prévues. En effet, le taux de croissance réel du PIB se situerait autour de 4,6 % comme en 2003, croissance plus faible que celle escomptée de 5,0 %, entraînant une augmentation du revenu réel par tête de 1,9 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique profiterait du développement accéléré de la filière « produits vivriers », qui contribuerait à hauteur de 0,5 point, suivie du secteur de l'agriculture industrielle d'exportation et des activités sylvicoles avec des contributions respectives de 0,2 % et 0,1 %. L'apport à la croissance du secteur secondaire serait de 1,0 point et résulterait notamment du dynamisme des industries manufacturières (0,7 points), le secteur pétrolier grevant la croissance de 0,1 point. Enfin, le secteur tertiaire contribuerait pour 2,3 points à la croissance sous l'impulsion du commerce, des transports et des télécommunications.

S'agissant de la demande, les performances économiques seraient soutenues principalement par la demande intérieure avec une contribution de 5,1 points, grâce à l'accroissement de la consommation publique et privée et, au soutien de l'investissement public. En revanche, la demande extérieure nette oblitérerait la croissance à hauteur de 0,5 point.

1.2 Prix

La tendance à la baisse observée à la fin de l'année 2003 devrait se poursuivre en 2004, pour ramener l'inflation autour de 0,1 % en 2004, grâce à une amélioration de la production et un approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers.

1.3 Finances publiques

Les informations disponibles au premier semestre 2004 permettent d'entrevoir une augmentation de 16,8 % des recettes budgétaires à 1 592,9 milliards au cours de l'année 2004 contre 1 363,3 milliards un an plus tôt, provenant principalement des recettes non pétrolières (+15,6 %) imprimée par les réformes fiscales et douanières en cours, l'élargissement de l'assiette fiscale à travers entre autres, la réduction des exonérations et une plus grande rigueur dans l'application des fiscalités spécifiques (forêts, élevage, pêche, mines, etc.).

Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 1 335,0 milliards, soit 15,9 % du PIB en 2004 contre 1 095,8 milliards (13,8 % du PIB) l'année précédente, correspondant à une augmentation de 21,8 %, avec une contribution des dépenses courantes de 12,3 % et des dépenses d'investissement de 9,6 %.

L'excédent du solde primaire représenterait 5,9 % du PIB en 2004 contre 6,3 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 3,9 % du PIB comme l'année précédente.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, reviendrait à 257,9 milliards équivalant à 3,1 % du PIB en 2004 contre 267,5 milliards (3,4 % du PIB) un an plus tôt.

Compte tenu de l'apurement des arriérés intérieurs à hauteur de 54,0 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 307,0 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 305,4 milliards, le besoin de financement global de l'Etat serait de 408,5 milliards. Il serait couvert par la mobilisation des financements extérieurs comprenant 50,0 milliards au titre des dons, 120,0 milliards de tirages et 238,5 milliards d'allègement de la dette auprès du Club de Paris.

1.4 Balance des paiements

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte courant s'amoinerait en 2004, en liaison avec l'amélioration de la balance commerciale conjuguée avec le redressement de toutes les autres composantes de la balance des paiements.

En effet, l'excédent du solde du commerce extérieur s'évaluerait à 143,5 milliards en 2004 contre 66,5 milliards l'année passée, soit en augmentation de 115,8 %, sous l'appréciation des termes de l'échange qui profiterait aux exportations du pétrole brut et du bois, pendant que les importations des biens et services non-facteurs se réduirait légèrement (-0,5 %).

Les déficits de la balance des services et des revenus enregistreraient respectivement 257,3 milliards et 173,9 milliards contre 297,7 milliards et 206,3 milliards en 2003. L'excédent des transferts courants progresserait à 154,7 milliards contre 132,9 milliards en 2003.

Enfin, le solde du compte de capital et des opérations financières se redresserait sensiblement, passant d'un déficit de 72,9 milliards en 2003 à un excédent de 31,3 milliards en 2004.

En définitive, la balance des paiements du Cameroun dégagerait un déficit de 101,6 milliards, correspondant à 1,2 % du PIB, contre 361,7 milliards (4,5 % du PIB) en 2003.

Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 136,9 milliards, le besoin de financement extérieur s'élèverait à 238,5 milliards et serait financé à travers le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (26,1 % et 28,3 % en 2004 contre 29,7 % et 36,0 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait de 44,6 % en 2003 à 40,5 % en 2004.

1.5 Situation monétaire

Au 30 juin 2004, la position extérieure nette créditrice s'est légèrement réduite, s'établissant à 264,6 milliards contre 265,8 milliards à fin juin 2003. Cette baisse est liée notamment au règlement de la dette extérieure, à la tendance en baisse de la production pétrolière ainsi qu'à un renversement de flux nets de capitaux devenus négatifs avec l'achèvement de la construction du pipeline Doba-Kribi, et ce malgré la bonne tenue des cours du baril.

Les crédits à l'économie se sont accrus de 14,5 %, pour se situer à 910,2 milliards à fin juin 2004 contre 852,7 milliards un an plutôt, du fait de la relance de l'activité économique, notamment dans l'industrie manufacturière, le commerce et les services et la poursuite des investissements tant du secteur public que privé, notamment les dépenses d'équipement dans les secteurs agroalimentaires ainsi que les constructions de logements.

Les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 20,5 %, s'établissant à 330,2 milliards au 30 juin 2004 contre 264,5 milliards à fin juin 2003, sous l'effet conjugué d'une hausse des engagements nets de l'Etat envers la BEAC et des banques commerciales.

Sous l'impulsion de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 6,8 %, atteignant 1 334,2 milliards à fin juin 2004 contre 1 249,1 milliards au 30 juin 2003.

Sur la base des prévisions du premier semestre, les perspectives monétaires à fin décembre 2004 se présenteraient de la manière suivante : les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires passeraient de 259,8 milliards en 2003 à 406,9 milliards à fin décembre 2004, les crédits à l'économie s'accroîtraient de 4,7 %, s'établissant à 950,1 milliards contre 907,8 milliards en 2003 et les créances nettes sur l'Etat se contracteraient de 27,9 %, revenant de 331,2 milliards en 2003 à 238,7 milliards en 2004.

En contrepartie, la masse monétaire s'accroîtrait de 6,0 % à 1 423,8 milliards en 2004 contre 1 343,3 milliards en 2003.

1.6 Situation sociale

La mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté contenue dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) se fait normalement. Un rapport d'étape a été réalisé. Toutefois, des lenteurs sont signalées dans l'utilisation des ressources de l'Initiative PPTTE.

En matière de politique sociale, les Autorités poursuivent également la mise en œuvre des stratégies sectorielles de l'éducation et de la santé, avec notamment la construction et l'équipement des salles de classe, la lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA. Sur ce dernier point, la politique de lutte contre le SIDA a été saluée comme exemplaire par l'ONUSIDA et une récente enquête démographique de santé (EDS) situe le taux de prévalence à 5,5 % de la population.

De même, des efforts déployés en matière de vaccination commencent à porter fruits. Ainsi par exemple, le taux de vaccination contre DPT (Diphtérie, poliomyélite et typhoïde) est passé de 63 % en fin 2002 à 65 % en juin 2003.

2. Centrafrique

Les perspectives macroéconomiques de la RCA pour la période 2004 évolueraient dans un environnement relativement favorable, marquées par une reprise de la croissance économique, un recul de l'inflation, une stabilité monétaire, une contraction du déficit courant et ce, malgré le relèvement difficile des finances publiques.

2.1 Production

En effet, la croissance économique réelle s'établirait à 2,0 % contre - 4,5 % en 2003, entraînant ainsi une diminution du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 0,5 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, cette performance proviendrait de la reprise des cultures de rentes, l'augmentation de la production de bois et de diamant, le rétablissement et la sécurisation des circuits de commercialisation et de transport. Dans le secteur primaire, l'accroissement de la production vivrière et des cultures de rente avec une contribution de 0,9 % serait liée au retour des populations déplacées, à la faveur de l'instauration progressive de la sécurité dans les zones de production agricole et aux bonnes conditions climatiques.

S'agissant de la demande, la croissance économique profiterait de l'apport positif de la demande intérieure avec une contribution de 2,7 %, et serait freinée par l'apport négatif de la demande extérieure (-0,8 %).

2.2 Prix

S'agissant de l'inflation, l'évolution du niveau général des prix se caractériserait par une décélération des tensions inflationnistes. Ce repli s'expliquerait par le relèvement de la production vivrière suite aux bonnes conditions climatiques et à l'approvisionnement régulier des marchés urbains en produits vivriers.

Ainsi, de janvier à juin 2004, les prix ont chuté de 4,8 % en moyenne, particulièrement ceux de produits alimentaires (- 9,3 %) et des combustibles ligneux (-14,7 %).

Toutefois, la reprise des activités économiques, appuyée par de meilleures conditions climatiques et l'approvisionnement régulier des marchés urbains devrait maintenir la tendance à la baisse (- 4,8 %) de l'indice des prix à la consommation des ménages au cours de la période 2004.

2.3 Finances publiques

La Loi de Finances pour l'année 2004 avait pour objectif le redressement des finances publiques, à travers principalement une sécurisation des recettes budgétaires et une parfaite maîtrise des dépenses publiques par la réduction du train de vie de l'Etat.

A cet effet, les recettes budgétaires recouvrées au cours du premier semestre se sont inscrites à 32,5 milliards, en augmentation de 12,1 % par rapport à fin juin 2003 (29,0 milliards). Les dépenses budgétaires, quant à elles, ont atteint 27,8 milliards contre 28,2 milliards au premier semestre 2003.

Sur ces bases, les perspectives en matière de recettes pour 2004 porteraient sur un montant de 65,9 milliards contre 54,2 milliards en 2003, soit une progression de 21,6 %, dont 54,0 milliards de recettes fiscales et 11,9 milliards de recettes non fiscales, grâce à l'élargissement et la reconfiguration de l'assiette fiscale à travers les mesures purement administratives (nettoyage du fichier des contribuables). Les dépenses budgétaires se situeraient à 82,8 milliards (11,6 % du PIB) contre 85,9 milliards en 2003, correspondant à 12,5 % du PIB. Cette baisse de 3,6 % des dépenses totales s'expliquerait par le renforcement du suivi de l'exécution du budget et l'amélioration du contrôle budgétaire. Les engagements en matière de dépenses de biens et services et des dépenses de transferts et subventions s'inscriraient à la baisse. Les dépenses en capital sur financement extérieur seraient faibles, se limitant à 14,0 milliards, en phase avec la faible mobilisation des ressources extérieures liées aux projets qui ont été suspendus.

Le solde primaire excédentaire s'accroîtrait à 0,7 % du PIB en 2004 et le déficit du solde budgétaire de base se réduirait à 0,4 % du PIB contre 3,3 % du PIB en 2003.

En définitive, le déficit global, base engagements et hors dons, s'établirait à 16,9 milliards (2,4 % du PIB) contre 31,7 milliards en 2003, soit 4,6 % du PIB.

En y ajoutant l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 16,3 milliards et l'apurement des arriérés intérieurs de 10 milliards, le besoin de financement global des Autorités s'établirait à 43,2 milliards. La mobilisation des financements extérieurs à hauteur de 20,8 milliards dont 17,1 milliards au titre des dons et 3,7 milliards d'emprunts et intérieurs de 14,8 milliards (dont 13,8 milliards de tirages sur le système bancaire), ne suffirait pas à couvrir ce besoin, contraignant les pouvoirs publics centrafricains à accumuler de nouveaux arriérés sur la dette extérieure à hauteur de 7,7 milliards.

2.4 Balance des paiements

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, transferts publics inclus, s'accroîtrait à 25,7 milliards (3,6 % du PIB) contre 16,2 milliards en 2003, soit 2,3 %

du PIB. Cette évolution s'expliquerait notamment par une dégradation du commerce extérieur.

En effet, le solde déficitaire de la balance commerciale atteindrait 12,3 milliards, en progression de 156,3 % par rapport à 2003, imputable à une détérioration des termes de l'échange de 3,8 % et à une hausse des importations de biens de 16,1 % liée à la hausse des coûts des produits pétroliers. Toutefois, la hausse des exportations résulterait de l'évolution des ventes du coton et du bois. Quant à la balance des revenus, son déficit se contracterait, revenant à 4,1 % du PIB en 2004 contre 4,4 % une année plus tôt. Enfin, le déficit du compte de capital et d'opérations financières ferait place à un excédent de 8,0 milliards, en liaison essentiellement avec une reprise progressive des relations avec les bailleurs de fonds.

Au total, le solde global de la balance des paiements enregistrerait un déficit de 17,7 milliards, plus faible qu'en 2003 (29,4 milliards). Il serait partiellement couvert par une ponction de 10,0 milliards sur les réserves officielles, entraînant une accumulation d'arriérés extérieurs de 7,7 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une hausse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (25,2 % et 33,1 % en 2004 contre 29,3 % et 43,2 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB de l'ordre de 96,2 % en 2004 contre 100,8 % en 2003, resterait préoccupant.

2.5 Situation monétaire

Au 30 juin 2004, la situation monétaire de la RCA s'est améliorée, comparée aux agrégats monétaires et de crédit de l'année 2003. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 17,1 %, passant à 57,4 milliards au 30 juin 2004. Le taux de couverture extérieure de la monnaie a légèrement fléchi pendant la période sous revue pour se situer à 96,0 % contre 95,8 % un an plus tôt. Les crédits à l'économie ont également progressé de 46,2 milliards en juin 2003 à 48,4 milliards à fin juin 2004. Les créances nettes sur l'Etat ont, pour leur part, enregistré une hausse de 1,9 % à 52,8 milliards contre 50,2 milliards l'année précédente, reflétant les tensions de trésorerie de l'Etat.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 2,5 % à fin juin 2004.

Les perspectives monétaires pour 2004 seraient contrastées, marquées par une baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 14,9 %, une augmentation des crédits à l'économie de 6,4 % et un accroissement des créances nettes sur l'Etat de 25,6 %.

En contrepartie, la masse monétaire progresserait de 10,3 %, s'établissant à 106,4 milliards.

2.6 Situation sociale

Le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD) classe la République Centrafricaine au 168^{ème} rang mondial en 2001 sur 175 pays évalués avec un indice de développement humain estimé à 0,363. L'indice de pauvreté humaine (IPH) est quant à lui estimé à 47,8 %. Ainsi, en 2001, environ 5 centrafricains sur 10 accusaient des déficits en matière de longévité, de santé, d'éducation et de bien-être. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est seulement de 24 %, l'espérance de vie à la naissance de 40,4 ans, la mortalité infantile de 115 ‰ et la mortalité infanto-juvénile de 180 ‰. Ces statistiques montrent que les traits marquants de la situation sociale en République Centrafricaine restent l'accentuation de la pauvreté, la dérive du système éducatif et sanitaire et la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA.

3. Congo

En 2004, la situation économique du Congo se caractériserait par une accélération de la croissance, une consolidation des finances publiques, une amélioration du compte courant et un raffermissement de la situation monétaire. Les tensions inflationnistes seraient également maîtrisées.

3.1 Production

Avec un taux de croissance du PIB en termes réel de 4,1 %, l'activité économique enregistrerait une accélération qui résulterait d'une augmentation de 3 % de la production pétrolière consécutive à l'exploitation du gisement de Boudi et dans une moindre mesure du gisement de Nsoko. L'activité dans le secteur hors pétrole serait relativement stable, se situant à 4,7 % contre 5,5 % en 2003.

Du côté de l'offre, la croissance serait tirée par le secteur tertiaire qui contribuerait à hauteur de 1,7 % dont 0,5 % pour les transports et télécommunications grâce à la création des nouvelles sociétés de téléphonie mobile et à la réhabilitation des infrastructures des transports et, 0,5 % pour le commerce, restaurants et hôtels.

La contribution du secteur secondaire serait de 0,8 % impulsée principalement par le pétrole suite à l'exploitation du champ « on shore » de Boudi qui accroît la production globale. Les industries manufacturières participeraient à 0,4 % en raison de la mise en exploitation de la cimenterie de Loutété de même que les bâtiments et travaux publics ;

Le secteur primaire contribuerait à hauteur de 0,6 % tiré par l'agriculture et la pêche, grâce à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de relance agricole, pastorale et halieutique.

S'agissant de la demande, la croissance serait soutenue par la demande intérieure nette (7,1 %) grâce notamment à une forte contribution de la formation brute de capital fixe du secteur non pétrolier (1,9 %) à la suite de la mise en œuvre de plusieurs projets dans les secteurs sociaux. La demande extérieure nette obérerait la croissance (-3,2 %) à cause d'une hausse des importations des biens et services du secteur hors pétrole.

3.2 Prix

En 2004, l'indice national des prix à la consommation progresserait de 1,0 % contre -1,3 % en moyenne annuelle à fin décembre 2003. Cette légère hausse du taux d'inflation traduirait les tendances à la hausse de certains prix des denrées agricoles et du carburant.

3.3 Finances Publiques

En 2004, la situation des finances publiques du Congo se consoliderait sous le double effet d'un accroissement significatif des recettes et d'un faible relèvement des dépenses.

En effet, les recettes augmenteraient de 20,5 %, passant de 603,6 milliards en 2003 à 727,6 milliards en 2004 en raison d'une hausse de 24,6 % des recettes pétrolières consécutive à une augmentation de la production de l'ordre de +8,5 % et à une forte hausse des prix du pétrole brut sur les marchés internationaux.

Les dépenses seraient légèrement en hausse de 2,9 %, passant de 606,1 milliards en 2003 à 623,7 milliards en 2004 à cause d'une part, de l'augmentation de la masse salariale de 3,6 % suite au recrutement programmé dans le secteur social et d'autre part, de la hausse des dépenses en capital (+33,2 %).

Le solde primaire excédentaire qui représentait 6,9 % du PIB en 2003 s'améliorerait pour s'établir à 10,4 % du PIB en 2004. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui représenterait 6,8 % du PIB en 2004 contre 1,1 % du PIB en 2003.

Le solde global des finances publiques, base engagements et hors dons, déficitaire de 2,5 milliards en 2003 (0,1 % du PIB) deviendrait excédentaire pour se situer à 103,9 milliards, soit 4,4 % du PIB en 2004.

En prenant en compte l'apurement des arriérés intérieurs de 29,5 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 182,6 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 36,8 milliards, le besoin de financement global serait de 145,0 milliards. Il serait partiellement couvert par des financements extérieurs de 56,5 milliards dont 18 milliards au titre des dons et 38,5 milliards de prêts projets. Il se dégagerait un gap résiduel de 88,5 milliards.

3.4 Balance des paiements

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte courant, transferts publics inclus, augmenterait significativement à 131,5 milliards (6,1 % du PIB) en 2004 contre 7,9 milliards, soit 0,4 % du PIB en 2003. Cette évolution favorable s'expliquerait par l'accroissement de l'excédent commercial qui passerait à 1 302,2 milliards en 2004 contre 1 021,4 milliards en raison d'une expansion des exportations de pétrole brut.

Quant au déficit de balance des services, il persisterait et s'élèverait à 486,3 milliards en 2004 contre 460,5 milliards en 2003. Il en est de même du déficit de la balance des revenus qui se creuserait pour s'établir à 673,1 milliards en 2004 contre 545,6 milliards en 2003. Le déficit du compte de capital et des opérations financières s'aggraverait, passant de 48,7 milliards en 2003 à 217,7 milliards en 2004.

En conséquence, le déficit de la balance des paiements se réduirait, revenant de 160,2 milliards en 2003 à 86,2 milliards en 2004. En y intégrant la reconstruction des réserves officielles de 2,3 milliards, le besoin de financement extérieur se chiffrerait à 88,5 milliards correspondant ainsi au gap résiduel dont le financement serait à rechercher par les Autorités.

Quant à la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (13,1 % et 34,9 % en 2004 contre 16,7 % et 43,7 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'allégerait à 164,4% contre 195,9 % en 2003.

3.5 Situation monétaire

En 2004, la situation monétaire se caractériserait par une augmentation des avoirs extérieurs nets, une baisse des crédits intérieurs nets et une hausse de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets atteindraient 51,9 milliards en 2004 contre 6 milliards en 2003. Les crédits intérieurs nets diminueraient de 7,8 %, passant de 265,5 milliards en 2003 à 244,7 milliards en 2004 à cause de la baisse des créances nettes sur l'Etat.

En conséquence, la masse monétaire serait en augmentation de 5,3 %, s'élevant à 299,6 milliards en 2004 contre 284,6 milliards en 2003.

3.6 Situation sociale

La situation sociale au Congo reste marquée par une incidence de la pauvreté qui se situe autour de 50 % caractérisée par la faiblesse des services de santé, d'assainissement, de l'éducation de base et la dégradation du milieu physique qu se traduit par la recrudescence des maladies endémiques. Cette précarité sociale est aggravée par une prévalence élevée du VIH/SIDA.

En se référant au document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), les cinq axes prioritaires autour desquels s'articule la stratégie du gouvernement en matière de développement durable et d'amélioration des conditions de vie de population sont : (i) Consolidation de la paix et promotion de la bonne gouvernance ; (ii) Consolidation du cadre macroéconomique et relance des secteurs clefs ; (iii) Accès aux services sociaux de base et à la protection sociale ; (iv) Développement des infrastructures ; (v) Renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA.

4. Gabon

En 2004, l'économie gabonaise se caractériserait par un fléchissement de la croissance, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs et une consolidation du taux de couverture extérieure. Les tensions inflationnistes seraient également contenues.

4.1 Production

Avec un PIB attendu de 1,4 %, l'activité économique gabonaise enregistrerait un ralentissement par rapport au taux de 2003 de 1,9 %, en rapport avec la baisse de la production pétrolière.

Du côté de l'offre, le secteur secondaire contribuerait plus à la croissance, à hauteur de 0,5 % dont 0,5 % pour les bâtiments et travaux publics et 0,6 % pour les industries manufacturières et l'énergie. Les industries extractives grèveraient la croissance à hauteur de 0,5 %.

Quant au secteur tertiaire, sa contribution serait de 0,3 % imputable essentiellement aux transports et télécommunications avec l'expansion de la téléphonie mobile.

Enfin, le secteur primaire contribuerait à la croissance à hauteur de 0,2 % impulsée principalement par les activités agricoles, d'élevage et de chasse.

S'agissant de la demande, la croissance serait tirée par la demande intérieure brute (2,0 %) en raison d'une forte contribution de la consommation privée (2,0 %). La demande extérieure nette obérerait la croissance de l'ordre de 0,6 % en raison de la baisse des exportations pétrolières.

4.2 Prix

En 2004, l'inflation serait contenue à 1,5 % en moyenne annuelle contre 2,3 % à fin décembre 2003, en raison d'une diminution des prix de quelques produits de première nécessité.

4.3 Finances publiques

En rapport avec la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole, les recettes budgétaires s'accroîtraient de 7,6 % pour s'établir à 1 129,0 milliards contre 1 049,1 milliards en 2003.

Quant aux dépenses totales, elles régresseraient également de 3,8 %, se situant à 758,9 milliards contre 789,1 milliards en 2003 en relation avec une baisse des dépenses courantes (-9,4 %).

Le solde primaire excédentaire se situerait à 12,0 % du PIB contre 11,6% en 2003 et le solde budgétaire de base, excédentaire à 10,1 % du PIB contre 7,6 % du PIB en 2003.

L'excédent du solde budgétaire global, base ordonnancements et hors dons, augmenterait pour s'établir à 370,1 milliards, soit 9,5 % du PIB contre 260 milliards en 2003 correspondant à 7,4 % du PIB.

En y intégrant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 367,7 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 183,7 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 187,1 milliards, le besoin de financement global serait de 368,4 milliards. Il serait partiellement couvert par des financements extérieurs de 76,4 milliards dont 7,9 milliards au titre des dons, 65 milliards de tirages nets et 3,5 d'annulation de la dette extérieure. Il subsisterait un gap résiduel de 292,1 milliards.

4.4 Balance des paiements

Le solde des transactions courantes, transferts publics inclus, enregistrerait une forte augmentation, s'établissant à 524,3 milliards contre 222,8 milliards en 2003, soit respectivement 14,1 % et 6,3 % du PIB. Cette performance serait due à une amélioration de l'excédent commercial (+21,2 %) et à une contraction du déficit de la balance des services (-7,2 %) et celui de la balance des revenus (-1,2 %). Le dynamisme des exportations expliquerait la progression de l'excédent commercial.

Le déficit du compte capital et des opérations financières s'aggraverait fortement pour se fixer à 394,2 milliards en 2004 contre 254,7 milliards en 2003 en raison de la diminution des opérations d'investissements à court terme.

En conséquence, le solde global de la balance des paiements du Gabon serait excédentaire de 130,1 milliards contre une situation déficitaire de 70,8 milliards en 2003.

En y ajoutant la reconstitution des réserves de change à hauteur de 99,6 milliards et le paiement d'arriérés extérieurs de 326 milliards, le besoin de financement extérieur s'établirait à 295,6 milliards et serait partiellement couvert par un rééchelonnement de 3,5 milliards. Il subsisterait un gap résiduel de 292,1 milliards.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (10,4 % et 20,7 % en 2004 contre 15,8 % et 29,5 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait à 45,0 % en 2004 contre 54,0 % en 2003.

4.5 Situation monétaire

A l'examen des données disponibles à fin juin 2004, la situation monétaire du Gabon reste caractérisée par une forte augmentation des avoirs extérieurs, une hausse de la masse monétaire et ce malgré une baisse des crédits intérieurs. L'accroissement des avoirs extérieurs de 269,8 % par rapport au premier semestre 2003 s'explique à la fois par la forte hausse des avoirs auprès de la BEAC et auprès des banques. Les crédits intérieurs nets ont diminué de 15,1 % passant de 704,7 milliards à fin juin 2003 à 598,1 milliards à fin juin 2004 consécutive à une forte baisse des créances nettes sur l'Etat de -20,3 %. Quant à la masse monétaire, elle a accru de 4,9 %, revenant de 597,1 milliards pour s'établir à 594,6 milliards sur la même période.

Globalement, pour toute l'année 2004, la masse monétaire serait en progression de (15,4 %) en relation avec la hausse des avoirs extérieurs nets (272,2 %) et des crédits à l'économie de 2,0 %.

4.6 Situation sociale

La pauvreté au Gabon reste toujours caractérisée par une forte disparité des revenus, un taux élevé du chômage, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population rurale. D'après le rapport mondial sur le développement humain 2002, il existe un écart de 44 places entre le classement du Gabon selon l'indice de développement humain (117^{ème} sur 175) et son classement d'après le PIB par habitant (73^{ème} sur 175).

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement est entrain d'élaborer un document de stratégie de réduction de la pauvreté dont les principaux objectifs sont :

- Réduire le chômage ;
- Enrayer le déclin économique du monde rural ;
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base ;
- Ré dynamiser les filets de protection sociale ;
- Assurer aux pauvres un meilleur cadre de vie ;
- Intégrer un programme axé sur le genre ;
- Mettre en place une gouvernance intégrée et efficace.

5 Guinée Equatoriale

En 2004, la situation macroéconomique de la Guinée Equatoriale serait marquée par une accélération de la croissance économique, une consolidation des finances publiques, une contraction du déficit courant et un raffermissement de la monnaie. Cependant, les tensions inflationnistes enregistrées en 2003 persisteraient en 2004.

5.1 Production

Selon les informations disponibles au premier semestre 2004, la croissance économique atteindrait 25,0 % contre 13,6 % en 2003, en liaison avec la progression de la production et des exportations du secteur pétrolier.

Cette performance proviendrait, **du côté de l'offre**, des activités pétrolières et des produits comme le méthanol, faisant du secteur secondaire le moteur de la croissance avec 23,4 points de contribution. Toutefois, la contre-performance du secteur bois, notamment la baisse de la production de grumes freinerait cette progression de la croissance.

Concernant la demande, la croissance économique serait fortement soutenue par la demande extérieure nette avec une contribution de 19,4 points, du fait d'une progression sensible des exportations pétrolières. De même, la demande intérieure contribuerait positivement à la croissance.

5.2 Prix

S'agissant des prix, les tensions inflationnistes resteraient fortes en 2004. L'inflation se situerait aux environs de 6,0 % en moyenne annuelle contre 7,3 % un an auparavant.

5.3 Finances publiques

Sur la base des données à fin juin 2004 et des perspectives pour le second semestre, les recettes budgétaires atteindraient 741,1 milliards en 2004, équivalant à 28,8 % du PIB contre 471,2 milliards en 2003, soit 27,2 % du PIB, en liaison avec un accroissement des recettes pétrolières. Les recettes non pétrolières, quant à elles, contribueraient faiblement à cette amélioration (2,5 % du PIB en 2004 contre 3,6 % du PIB en 2003). Cette évolution s'expliquerait par le niveau d'activité non pétrolière encore embryonnaire dans le pays.

Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 271,6 milliards, correspondant à 10,6 % du PIB en 2004 contre 258,2 milliards (14,9 % du PIB) un an plus tôt, soit en hausse de 5,2 %. Cette tendance résulterait aussi bien des dépenses courantes que des dépenses en capital.

L'excédent du solde primaire passerait de 12,5 % du PIB en 2003 à 18,3 % du PIB en 2004 ainsi que celui du solde budgétaire de base, de 12,3 % du PIB à 18,3 % du PIB sur la même période.

Enfin, la gestion des finances publiques dégagerait un solde budgétaire global excédentaire, base engagement, hors dons de 469,6 milliards équivalent à 18,3 % du PIB en 2004 contre 213,0 milliards (12,3 % du PIB) une année auparavant. Cet excédent budgétaire permettrait de faire face à l'amortissement de la dette extérieure pour 5,3 milliards, au désengagement net vis-à-vis du système bancaire pour 216,2 milliards et du système non bancaire pour 232,5 milliards et à l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs à hauteur de 15,5 milliards.

5.4 Balance des paiements

Pour l'année 2004, le déficit des transactions courantes, transferts publics inclus, se situerait à 341,7 milliards, soit 13,3 % du PIB contre 604,2 milliards en 2003 (34,9 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait notamment par l'accroissement de l'excédent commercial.

En effet, les exportations s'établiraient à 2 654,0 milliards contre 1 714 milliards en 2003, en augmentation de 54,8 %, du fait de la bonne tenue des ventes de pétrole et de méthanol, qui ont bénéficié des effets prix et quantité. Les importations de biens et services augmenteraient de 5,1 % pour s'établir à 747,9 milliards contre 711,7 milliards en 2003, en relation avec l'évolution des achats de biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit de la balance des services s'aggraverait, atteignant 647,5 milliards contre 565,2 milliards en 2003, en hausse de 14,6 % imputable aux dépenses de services liées à la prospection pétrolière.

La balance des revenus resterait déficitaire, de même que le déficit des transferts courants se creuserait entre 2003 et 2004.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'établirait à 632,8 milliards contre 758,7 milliards en 2003.

En définitive, le solde de la balance des paiements dégagerait un excédent de 291,1 milliards équivalent à 11,3 % du PIB contre 71,1 milliards, soit 4,1 % du PIB en 2003. Ces ressources serviraient à reconstituer les réserves officielles à hauteur de 279,0 milliards et à apurer les arriérés extérieurs de 12,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (0,3 % et 1,0 % en 2004 contre 0,4 % et 1,4 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait à 4,0 % en 2004 contre 6,9 % en 2003.

5.5 Situation monétaire

Au 30 juin 2004, la situation monétaire s'est nettement améliorée, caractérisée par un accroissement des avoirs extérieurs nets, une augmentation des crédits à l'économie et par conséquent un raffermissement de la monnaie. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont confortés de 178,8 milliards pour atteindre 294,9 milliards à fin juin 2004, grâce à la bonne tenue des marchés internationaux et au rapatriement régulier des recettes d'exportation pétrolières.

Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 33 % s'établissant à 64,9 milliards contre 48,8 milliards au 30 juin 2003, en liaison avec l'évolution des activités économiques, particulièrement celles du pétrole.

La situation nette de l'Etat vis-à-vis du système monétaire est ressortie largement créditrice au 30 juin 2004, tout en accusant une amélioration de 368,8 %. En effet, le gap entre les crédits du système monétaire et les dépôts de l'Etat au 30 juin 2003 est de 34,0 milliards et celui de juin 2004 est de 159,4 milliards.

Reflétant ces évolutions, la masse monétaire s'est accrue de 11,8 % pour se fixer à 173,6 milliards au 30 juin 2004 contre 119,9 milliards au 30 juin 2003.

Sur cette base, les grandes tendances prévisionnelles des agrégats monétaires pour l'année 2004 seraient les suivantes : les avoirs extérieurs nets progresseraient de 191,5 % contre 45,0 % en 2003. Les crédits à l'économie augmenteraient de 11,9 % contre -4,8 % en 2003 et la position créditrice de l'Etat se renforcerait davantage en 2004.

En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 58,9 %, s'établissant à 246,7 milliards contre 155,2 milliards en 2003.

5.6 Situation sociale

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD), l'indice de développement humain en 2001, est estimé à 0,664 pour la Guinée Equatoriale, classant ainsi le pays au 116^{ème} rang mondial sur 175 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 49 ans. Pour la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 101 ‰ et infanto-juvénile de 153 ‰.

6. Tchad

Les performances économiques du Tchad en 2004 liées à l'exportation du pétrole, couvrant pour la 1^{ère} fois toute l'année, seraient marquées par une croissance substantielle, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, un raffermissement de la monnaie et une augmentation des tensions inflationnistes.

6.1 Production

En 2004, l'économie tchadienne réaliserait des performances exceptionnelles, atteignant un taux de croissance du PIB réel de 38,7 % contre 11,9 % en 2003.

Ces bons résultats proviendraient, **du côté de l'offre**, principalement du secteur secondaire dont la contribution à la croissance économique serait estimée à 33,7 % dont 33,0 % pour le pétrole. Les secteurs primaire et tertiaire contribueraient respectivement de 1,2 % et 2,4 % à la croissance. La contribution du secteur primaire proviendrait pour l'essentiel de l'agriculture vivrière (0,7 %) et de l'élevage (0,3 %), et celle du tertiaire, du commerce (0,9 %) et des administrations publiques (0,9 %).

Du côté de la demande, la croissance serait soutenue par la demande extérieure nette avec une contribution de 56,5 % soutenue principalement par les exportations (50,4 %, mais également par les importations des biens et services non facteurs (6,1 %). La demande intérieure contribuerait négativement à la croissance (-17,8 %), sous l'effet de la baisse continue des investissements dans le secteur pétrolier.

6.2 Prix

Les prévisions indiquent un taux d'inflation de 2,0 % en moyenne annuelle en 2004 contre une déflation de 1,5 % en fin décembre 2003, en raison, entre autres, d'une augmentation masse salariale liée aux recrutements dans les secteurs prioritaires.

6.3 Finances publiques

L'exploitation en année pleine du pétrole aurait un impact important sur les recettes de l'Etat. Ainsi, les recettes courantes de l'Etat augmenteraient sensiblement de 88,9 %, passant de

132,9 milliards en 2003 à 251,0 milliards en 2004, soit 8,4 % du PIB et 9,1 % du PIB respectivement.

Les dépenses budgétaires augmenteraient de 25,0 %, soit relativement moins vite que les recettes, s'établissant à 297,6 milliards en 2004 contre 238,0 milliards une année plus tôt. Les postes de dépenses ayant connu une forte augmentation concernent les dépenses des biens et services (36,5 %), les intérêts sur la dette intérieure (38,3 %), les investissements sur ressources intérieures (39,1 %), reflétant la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers. En revanche, le poste « intérêts sur la dette extérieure a baissé de 6,1 %, traduisant ainsi les retombées de l'IPPTE.

Le solde primaire et le solde budgétaire de base passeraient d'une situation déficitaire de 1,3 % et 2,0 % du PIB respectivement en 2003 à une situation excédentaire de 2,3 % et 1,8 % du PIB en 2004. Quant au déficit du solde budgétaire global, base engagements, hors dons, il serait sensiblement réduit, revenant de -105,1 milliards en 2003 à -46,5 milliards en 2004, soit respectivement -6,7 % et -1,7 % du PIB.

En y incorporant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 27,1 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 18,8 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 30,4 milliards, le besoin de l'État s'élèverait à 122,8 milliards, couvert en partie par des financements extérieurs comprenant 72,2 milliards au titre de dons et 42,6 milliards au titre d'emprunts. Il subsisterait de ce fait un gap de financement résiduel de 8,1 milliards.

6.4 Balance des paiements

Le déficit des transactions courantes avec l'extérieur, transferts publics inclus, ferait place à un excédent de 48,0 milliards (1,7 % du PIB) contre un déficit de 563,8 milliards (35,8 % du PIB) à fin décembre 2003. La nette amélioration du solde de la balance commerciale, passant d'une situation déficitaire de 198,8 milliards en 2003 à un excédent de 1 183,0 milliards en 2004 est à l'origine de ce résultat.

Avec l'arrivée des ressources pétrolières et le recouvrement des coûts (rémunération des investissements directs) des sociétés pétrolières, le déficit de la balance des revenus s'aggraverait, passant de 158,2 milliards en 2003 à 978,3 milliards en 2004. Pour sa part, le déficit de la balance des services se réduirait, revenant de 266,0 milliards en 2003 à 208,9 milliards en 2004. Quant au solde des transferts courants, il resterait excédentaire de 52,1 milliards, soit légèrement en dessous de son niveau de 2003 (59,3 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se contracterait sensiblement, revenant de 527,2 milliards en 2003 à 5,7 milliard en 2004, sous l'effet notamment de la baisse des investissements pétroliers.

Il en résulterait une amélioration substantielle du solde de la balance des paiements, qui passerait d'une situation déficitaire de 27,2 milliards, équivalent à 1,7 % du PIB en 2003, à un excédent de 42,2 milliards, soit 1,5 % du PIB en 2004. En intégrant la reconstitution des réserves officielles de 48,3 milliards et le paiement des arriérés extérieurs de 2,0 milliards, il se dégagerait un gap de financement de 8,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (1,9 % et 11,3 % en 2004 contre 8,1 % et 18,9 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait à 26,1 % en 2004 contre 43,8 % en 2003.

6.5 Situation monétaire

Les informations disponibles en juin 2004 indiquent une baisse des avoirs extérieurs de 14,7 % par rapport à la même période une année plus tôt, s'établissant à 39,3 milliards. En revanche, le crédit intérieur net progresserait sur la même période de 5,7 %, imputable à la hausse des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie de 11,4 % et 0,7 % respectivement.

Sur la base de la situation au 30 juin, les projections pour fin décembre 2004 indiquent un quasi doublement des avoirs extérieurs nets (+109,1 %), passant de 46,1 milliards en 2003 à 96,3 milliards. Les crédits à l'économie enregistreraient de leur côté une hausse de 4,1 %, se fixant à 102,1 milliards, alors les créances nettes sur l'Etat se réduiraient de 19,1 % pour s'établir à 68,2 milliards en 2004 contre 84,3 milliards un an plus tôt.

La masse monétaire progresserait de 24,8 %, passant de 182,3 milliards à fin décembre 2003 à 227,5 milliards au 31 décembre 2004.

6.6 Situation sociale

La situation sociale au Tchad resterait marquée par le retard enregistré dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), achevée et approuvée par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale en 2003. Néanmoins, de manière sectorielle, beaucoup d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté sont entreprises, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ce qui expliquerait d'ailleurs l'importance des dépenses publiques traitées ci-dessus, en particulier les dépenses des biens et services et les dépenses d'investissements sur ressources locales. Il faut noter par ailleurs les répercussions sur les populations locales à l'Est du pays, de la catastrophe humanitaire dans le Darfour soudanais.

ANNEXE 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES

Tableau 12: CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3706,9	3668,1	3810,0	4672,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	3556,1	3536,0	3674,2	4507,6
Recettes pétrolières	1822,7	1737,5	1724,3	2314,4
Recettes non pétrolières	1733,4	1798,5	1949,9	2193,3
recettes fiscales	1601,9	1656,3	1783,7	2035,1
recettes non fiscales	131,5	142,2	166,2	158,2
DONS (en milliards)	150,8	132,0	135,8	165,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3337,1	3410,6	3073,0	3369,6
DEPENSES COURANTES	2493,2	2561,6	2352,9	2428,0
dont salaires et traitements	778,9	838,3	887,4	930,5
intérêts de la dette publique	702,2	552,2	478,4	350,2
DEPENSES EN CAPITAL	843,9	849,0	720,1	941,6
sur financement interne	604,3	632,3	565,2	684,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1160,8	894,4	1234,6	1745,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	458,6	342,2	756,2	1395,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	218,9	125,4	601,2	1138,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	88,7	-132,5	661,2	641,9
STOCK DETTE publique (en milliards)	12048,8	13044,8	12631,9	12202,4
dette extérieure	11776,3	11228,4	10888,4	10543,9
dette intérieure	272,5	1816,4	1743,5	1658,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	264,3	493,0	333,8	8,0
arriérés extérieurs	264,3	493,0	333,8	8,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,9	2,0	4,3	6,7
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,0	1,3	1,3
taux d'endettement public en % du PIB	75,9	77,8	72,3	59,0
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	264,3	493,0	333,8	8,0
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63,4	66,6	64,9	73,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,3	5,3	7,1	8,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	1,3	-8,5	1,7	0,2
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,5	-7,9	-7,2	1,0
taux de pression fiscale (en %)	21,6	20,3	20,1	21,0
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,4	0,7	3,4	5,5
solde global, base caisse sur PIB (en %)	0,6	-0,8	3,8	3,1
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	15864,7	16757,8	17475,6	20685,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	11640,3	12458,1	12895,7	13660,6
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	8381,9	8734,0	9095,5	9795,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,4	4,2	4,1	7,7

Tableau 13 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1304,4	1364,6	1406,1	1642,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1251,5	1343,2	1363,3	1592,9
Recettes pétrolières	337,4	368,9	324,1	391,3
Recettes non pétrolières	914,1	974,3	1039,2	1201,7
recettes fiscales	859,4	902,4	971,5	1122,7
recettes non fiscales	54,7	71,9	67,7	79,0
DONS (en milliards)	52,9	21,4	42,8	50,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1179,7	1094,6	1095,8	1335,0
DEPENSES COURANTES	943,4	941,3	930,5	1065,0
salaires et traitements	350,3	389,9	420,0	455,0
intérêts de la dette publique	206,1	196,9	195,5	165,0
DEPENSES EN CAPITAL	236,3	153,3	165,3	270,0
sur financement interne	137,8	125,0	124,7	200,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	376,4	473,8	503,6	492,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	170,3	276,9	308,1	327,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	71,8	248,6	267,5	257,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-43,3	-368,3	258,2	203,9
STOCK DETTE publique (en milliards)	4525,8	4851,7	4598,0	4424,2
Dette extérieure	4525,8	3769,6	3545,9	3402,1
dette intérieure		1082,1	1052,1	1022,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,4	3,6	3,9	3,9
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	2,8	0,6	0,1
taux d'endettement public en % du PIB	63,5	63,9	57,8	52,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	38,4	49,0	46,4	56,8
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,3	6,2	6,3	5,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-0,9	1,2	-0,6	0,4
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-5,2	-7,0	-3,8	-1,6
taux de pression fiscale (en %)	16,8	16,7	16,3	18,0
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,0	3,3	3,4	3,1
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,6	-4,8	3,2	2,4
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	7122,6	7595,4	7951,1	8395,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	6570,6	7083,2	7463,5	7826,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	4239,9	4414,4	4611,6	4822,9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,7	4,1	4,5	4,6

Tableau 14 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	87,4	101,8	64,2	82,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	63,2	78,5	54,2	65,9
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	63,2	78,5	54,2	65,9
recettes fiscales	50,9	64,9	47,9	54,0
recettes non fiscales	12,3	13,6	6,3	11,9
DONS (en milliards)	24,3	23,3	10,0	17,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	92,0	104,4	85,9	82,8
DEPENSES COURANTES	59,3	69,1	66,4	60,5
salaires et traitements	29,2	32,5	34,5	33,1
intérêts de la dette publique	8,3	8,9	8,2	7,7
DEPENSES EN CAPITAL	32,8	35,3	19,5	22,3
Sur financement interne	9,7	12,9	10,5	8,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	2,5	5,4	-14,5	4,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-5,8	-3,5	-22,7	-2,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-28,9	-25,9	-31,7	-16,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-27,9	4,3	-3,9	-19,2
STOCK DETTE publique milliards)	672,3	821,4	840,1	835,2
dette extérieure	672,3	679,7	693,4	688,5
dette intérieure		141,7	146,7	146,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	16,7	26,4	23,3	8,0
arriérés extérieurs	16,7	26,4	23,3	8,0
arriérés intérieurs				
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,8	-0,5	-3,3	-0,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	2,3	4,2	-4,8
taux d'endettement public en % du PIB	93,8	113,6	122,1	116,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	16,7	26,4	23,3	8,0
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98,3	98,0	95,8	81,1
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0,3	0,8	-2,1	0,7
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-1,0	0,2	-0,1	-0,2
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-2,0	-1,6	-2,3	-3,6
taux de pression fiscale (en %)	7,1	9,0	7,0	7,5
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,0	-3,6	-4,6	-2,4
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-3,9	0,6	-0,6	-2,7
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	716,9	722,8	687,9	715,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	716,9	722,8	687,9	715,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	460,1	461,7	441,1	449,8
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,1	0,4	-4,5	2,0

Tableau 15 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	631,8	575,3	613,5	745,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	628,1	571,7	603,6	727,6
Recettes pétrolières	430,8	397,5	421,6	525,4
Recettes non pétrolières	197,3	174,2	182,0	202,2
recettes fiscales	185,8	168,2	177,3	193,5
recettes non fiscales	11,5	6,0	4,7	8,7
DONS (en milliards)	3,7	3,7	9,9	18,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	647,9	746,5	606,1	623,7
DEPENSES COURANTES	442,5	563,1	470,5	444,1
salaires et traitements	118,1	120,4	120,2	124,5
intérêts de la dette publique	153,9	176,7	117,8	85,8
DEPENSES EN CAPITAL	205,4	181,8	134,8	179,6
Sur financement interne	200,4	158,1	111,0	123,1
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139,2	25,6	139,1	246,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-14,8	-151,2	21,3	160,4
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-19,8	-174,8	-2,5	103,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-125,8	24,6	122,3	74,4
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4010,9	4174,0	4191,9	4136,3
dette extérieure	3738,4	3921,5	3939,4	3883,8
dette intérieure		272,5	252,5	252,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	178,1	211,3	171,2	0,0
arriérés extérieurs	178,1	211,3	171,2	0,0
arriérés intérieurs				
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,7	-7,2	1,1	6,8
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,4	3,8	-1,3	1,0
taux d'endettement public en % du PIB	195,8	198,5	208,4	175,1
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)				
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	32,2	19,6	16,4	13,8
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,8	1,2	6,9	10,4
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1		0,0	0,0	0,0
Déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,5	0,5	0,4	5,6
taux de pression fiscale (en %)	30,1	26,9	29,8	30,4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-1,0	-8,3	-0,1	4,4
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6,1	1,2	6,1	3,2
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	2048,3	2103,0	2011,2	2361,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	889,7	976,6	989,7	1093,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	911,2	953,0	961,7	1001,5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	4,6	0,9	4,1

Tableau 16 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1173,6	1020,1	1050,3	1136,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1173,6	1018,2	1049,1	1129,0
Recettes pétrolières	752,9	608,7	570,2	615,6
Recettes non pétrolières	420,7	409,5	478,9	513,4
recettes fiscales	397,6	383,0	451,0	487,7
recettes non fiscales	23,1	26,5	27,9	25,7
DONNS (en milliards)	0,0	1,9	1,2	7,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1038,7	948,9	789,1	758,9
DEPENSES COURANTES	875,1	745,7	658,1	596,4
salaires et traitements	219,6	220,6	229,0	226,0
intérêts de la dette publique	318,4	153,0	141,4	76,9
DEPENSES EN CAPITAL	163,6	203,2	131,0	162,5
Sur financement interne	154,3	184,2	122,6	142,5
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	462,6	241,3	409,8	467,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	144,2	88,3	268,3	390,1
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	134,9	69,3	260,0	370,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	223,7	206,7	245,0	2,3
STOCK DETTE publique (en milliards)	2058,2	2331,6	2138,4	1945,7
dette extérieure	2058,2	2052,4	1899,1	1746,4
dette intérieure		279,2	239,3	199,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	61,3	246,9	137,3	0,0
arriérés extérieurs	61,3	246,9	137,3	0,0
arriérés intérieurs				
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	4,2	2,6	7,6	10,1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,1	0,2	2,3	1,5
taux d'endettement public en % du PIB	59,6	67,8	60,8	50,1
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	61,3	246,9	137,3	0,0
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	17,0	37,7	44,0	62,2
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	13,4	7,0	11,6	12,0
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-0,1	0,0	0,3	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10,4	4,8	6,3	13,5
taux de pression fiscale (en %)	33,3	28,8	29,0	28,4
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	3,9	2,0	7,4	9,5
solde global, base caisse sur PIB (en %)	6,5	6,0	7,0	0,1
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	3454,0	3438,7	3518,9	3881,3
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2049,3	2089,3	2074,0	2178,2
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1729,5	1725,2	1758,3	1782,6
taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,5	-0,2	1,9	1,4

Tableau 17 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	352,7	414,5	471,2	741,1
RECETTES TOTALES (en milliards)	348,0	414,5	471,2	741,1
Recettes pétrolières	301,6	362,5	408,4	677,0
Recettes non pétrolières	46,4	52,0	62,8	64,1
recettes fiscales	33,5	39,3	46,7	52,3
recettes non fiscales	12,9	12,7	16,0	11,8
DONNS (en milliards)	4,7	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	160,6	227,2	258,2	271,6
DEPENSES COURANTES	61,9	100,6	88,2	96,8
salaires et traitements	17,4	26,0	27,5	30,1
intérêts de la dette publique	5,2	3,9	3,1	2,2
DEPENSES EN CAPITAL	98,7	126,6	170,0	174,8
Sur financement interne	94,0	126,6	169,7	174,8
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	197,3	191,2	216,3	471,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	192,1	187,2	213,2	469,6
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	187,4	187,2	213,0	469,6
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	171,8	186,2	159,1	454,0
STOCK DETTE publique (en milliards)	155,6	150,8	119,9	102,5
dette extérieure	155,6	150,8	119,9	102,5
dette intérieure				
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0
arriérés extérieurs	5,2	4,5	0,0	0,0
arriérés intérieurs				
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	14,7	12,3	12,3	18,3
taux d'inflation annuel moyen (en %)	8,8	7,6	7,3	6,0
taux d'endettement public en % du PIB	11,9	9,9	6,9	4,0
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	96,7	99,1	100,0	100,7
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	15,1	12,5	12,5	18,3
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,0	0,1	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-42,9	-13,2	-34,9	-13,3
taux de pression fiscale (en %)	25,7	26,4	26,3	28,4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	14,4	12,3	12,3	18,3
solde global, base caisse sur PIB (en %)	13,2	12,2	9,2	17,7
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1302,3	1523,6	1729,7	2571,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	158,2	178,5	206,2	227,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	409,3	491,9	558,7	698,2
taux de croissance du PIB en volume (en %)	67,8	20,2	13,6	25,0

Tableau 18 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	156,9	191,8	204,7	323,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	91,7	110,0	132,9	251,0
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	105,0
Recettes non pétrolières	91,7	110,0	132,9	146,0
recettes fiscales	78,6	98,4	112,3	125,0
recettes non fiscales	13,1	11,6	20,6	21,1
DONS (en milliards)	65,2	81,8	71,8	72,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	218,2	289,0	238,0	297,6
DEPENSES COURANTES	110,9	141,8	139,2	165,1
salaires et traitements	44,3	48,9	56,2	61,8
intérêts de la dette publique	10,2	12,7	12,3	12,5
DEPENSES EN CAPITAL	107,2	147,2	98,8	132,4
Sur financement interne	8,2	23,8	25,8	35,9
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-17,2	-42,8	-19,8	62,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-27,4	-55,6	-32,1	50,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-126,5	-179,0	-105,1	-46,5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-109,8	-185,9	-119,5	-73,7
STOCK DETTE publique (en milliards)	626,0	715,4	743,6	758,4
dette extérieure	626,0	654,5	690,7	720,5
dette intérieure		60,9	52,9	37,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	2,9	4,0	2,0	0,0
arriérés extérieurs	2,9	4,0	2,0	0,0
arriérés intérieurs				
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-4,0	-2,0	1,8
taux d'inflation annuel moyen (en %)	12,4	5,2	-1,5	2,0
taux d'endettement public en % du PIB	51,3	52,1	47,2	27,5
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	2,9	4,0	2,0	0,0
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	78,5	84,5	73,2	74,4
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-3,1	-1,3	2,3
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,5	0,2	0,5	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-33,1	-53,7	-35,8	1,7
taux de pression fiscale (en %)	6,4	7,2	7,1	8,3
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-10,4	-13,0	-6,7	-1,7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-9,0	-13,5	-7,6	-2,7
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1220,6	1374,3	1576,8	2758,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1220,6	1374,3	1385,0	1500,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	896,7	983,4	1100,0	1525,8
taux de croissance du PIB en volume (en %)	9,4	9,7	11,9	38,7

Tableau 19 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur*(en milliards de Fcfa)*

Agrégats	2001	2002	2003	2004
A prix courants				
Secteur primaire	3 255,3	3 396,1	3 499,6	3 595,6
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 601,9	2 741,9	2 853,8	2 928,2
Sylviculture	653,4	654,2	645,8	667,5
Secteur secondaire	6 647,2	6 995,1	7 370,7	10 033,2
Pétrole	4 224,4	4 299,7	4 579,9	7 024,3
Industries manufacturières	1 339,8	1 451,3	1 550,5	1 631,3
Bâtiments et Travaux Publics	687,2	769,4	778,7	832,5
Autres	395,8	474,7	461,5	545,0
Secteur tertiaire	5 312,0	5 713,2	5 927,2	6 283,4
Services marchands	3 790,3	4 129,7	4 288,0	4 538,9
Services non marchands	1 521,7	1 583,5	1 639,2	1 744,5
PIB au coût des facteurs	15 214,6	16 104,4	16 797,4	19 912,2
Droits et Taxes à l'importation	650,2	653,4	678,2	772,8
PIB aux prix courants du marché	15 864,7	16 757,8	17 475,6	20 685,0
PIB du secteur pétrolier	4 224,4	4 299,7	4 579,9	7 024,3
PIB du secteur non pétrolier	11 640,3	12 458,1	12 895,7	13 660,6
A prix constants de 1992				
Secteur primaire	1 746,0	1 755,2	1 818,7	1 881,0
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 461,0	1 486,3	1 556,0	1 609,0
Sylviculture	285,0	268,9	262,7	272,0
Secteur secondaire	2 708,4	2 870,7	3 018,4	3 471,4
Pétrole	1 104,1	1 157,0	1 265,5	1 630,0
Industries manufacturières	937,6	993,2	1 023,7	1 076,3
Bâtiments et Travaux Publics	460,7	507,1	502,9	518,5
Autres	206,1	213,4	226,3	246,6
Secteur tertiaire	3 775,9	3 972,5	4 121,5	4 285,8
Services marchands	2 603,4	2 773,5	2 884,5	2 994,9
Services non marchands	1 172,4	1 199,1	1 237,0	1 290,8
PIB au coût des facteurs	8 230,3	8 598,4	8 958,6	9 638,2
Droits et Taxes à l'importation	151,6	135,6	137,0	156,9
PIB aux prix constants du marché de 1992	8 381,9	8 734,0	9 095,5	9 795,1
PIB du secteur pétrolier	1 104,1	1 157,0	1 265,5	1 630,0
PIB du secteur non pétrolier	7 277,9	7 577,0	7 830,0	8 165,1

Tableau 20 : CEMAC : Ressources et Emplois*(en milliards de Fcfa)*

Agrégats	2001	2002	2003	2004
A prix courants				
PRODUIT INTERIEUR BRUT	15 864,7	16 757,8	17 026,8	20 685,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	15 058,8	15 993,7	16 054,9	16 790,7
Consommation	9 740,3	10 621,0	10 623,9	11 589,3
Publique (Etat)	1 378,7	1 517,6	1 427,4	1 593,1
Privé	8 361,6	9 103,5	9 196,5	9 996,2
Investissements bruts	5 318,5	5 372,7	5 431,1	5 201,4
Formation brute de capital fixe	5 218,8	5 386,6	5 357,6	5 176,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	843,9	849,0	720,1	941,6
Privé (Entreprises et menages)	4 374,9	4 537,6	4 637,5	4 234,6
Secteur pétrolier	1 991,5	1 745,5	1 964,0	1 609,1
Secteur non pétrolier	2 383,4	2 792,0	2 673,4	2 625,5
Variations des stocks	99,7	-13,9	73,5	25,1
EXPORTATIONS NETTES	805,9	764,1	971,9	3 894,3
Exportations de biens et services non facteurs	6 991,6	7 042,5	7 307,0	10 171,0
Biens	6 389,1	6 418,8	6 665,6	9 489,8
Pétrole brut	4 696,8	4 718,4	4 963,6	7 675,5
Autres	1 692,3	1 700,4	1 701,9	1 814,3
Services non facteurs	602,5	623,8	641,4	681,2
Importations de biens et services non facteurs	-6 185,7	-6 278,4	-6 335,1	-6 276,7
Biens	-3 539,5	-3 477,2	-3 531,8	-3 456,0
Services non facteurs	-2 646,2	-2 801,3	-2 803,3	-2 820,7
A prix constants de 1992				
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 381,9	8 734,0	9 095,5	9 795,1
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	9 915,7	9 804,8	10 660,8	11 084,2
Consommation	6 939,6	7 194,5	7 738,7	8 030,0
Publique (Etat)	994,3	1 058,2	995,2	1 104,1
Privé	5 945,3	6 136,3	6 743,6	6 925,9
Investissements bruts	2 976,1	2 610,3	2 922,1	3 054,2
Formation brute de capital fixe	2 968,3	2 613,2	2 928,1	3 044,8
Publique (Etat et Ad.publiques)	450,3	439,0	383,2	518,3
Privé (Entreprises et menages)	2 518,0	2 174,2	2 544,9	2 526,5
Secteur pétrolier	1 234,2	710,9	1 118,9	1 110,3
Secteur non pétrolier	1 283,8	1 463,4	1 426,0	1 416,2
Variations des stocks	7,8	-2,9	-6,0	9,4
EXPORTATIONS NETTES	-1 533,7	-1 070,8	-1 565,2	-1 289,1
Exportations de biens et services non facteurs	2 037,0	2 104,9	2 245,5	2 733,0
Importations de biens et services non facteurs	-3 570,7	-3 175,7	-3 810,8	-4 022,1